

LE MONDE LIBERTAIRE



2€

ISSN 0026-9433

« Attention de ne pas tomber sous la roue de la fortune de
quelqu'un. »

Stanislaw Jerzy Lec

N° 1560

du 11 au 17 juin 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

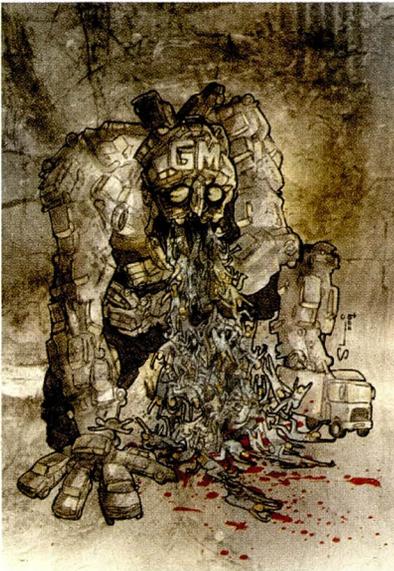
Non jetables!



M 02137 - 1560 - F: 2,00 €



Sommaire



General Motors... par A. Pierre, page 4

Les travailleurs sociaux, par François, page 5

Les **brèves,** page 6

La gestion des **défunts,** par L. Gallopavo, page 7

Colonies et **Israël,** par P. Sommermeyer, page 9

Terrorisme à Chambéry, par Fred, page 10

Vienne **l'insurrection,** par F. Sébastianoff, page 11

Entretien avec **Gérard Mordillat,** page 12

Retour sur **Tian'anmen,** 1^e partie, par A. Pino, page 16

Motions du congrès de la **Fédération anarchiste,** page 19

Bobines rebelles, page 20

Le **Richistan,** par N. Potkine, page 20

La vie du **mouvement,** page 21

Radio libertaire, tous les programmes, page 22

L'agenda, de quoi remplir le temps, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépôt légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Le coup de sifflet marquant la fin de la récréation a retenti. Les délégués de classe ont été médiocrement élus par leurs petits camarades. L'administration a un sourire goguenard. Les affaires sérieuses vont pouvoir continuer après les piailleries et crêpages de chignon que nous a valu l'affligeant intermède des Européennes, spectacle sponsorisé par la déesse parkinsonienne nommée Démocratie. Pendant que le culte (ranci) à la citoyenneté était célébré, le Conseil européen (chefs d'État et de gouvernement) gardait sous le coude un document (référence 8250/09) issu de leurs récentes cogitations. Les prescriptions fixées dans cette feuille de route - quoique écrites dans la plus pure novlangue de la technocratie - sont sans ambiguïté. Exemple (pages 86 à 89) : « le potentiel de croissance des États membres de la zone euro est fortement tributaire de l'intensification des réformes visant à faciliter les ajustements du marché du travail et à renforcer la concurrence dans le secteur des services. » Traduction: les salaires morfleront. Les systèmes de retraites sont également dans le collimateur du Conseil européen. Tout autant sont visés les services publics. Enfin, à propos du travail salarié, les porte-voix du capital préconisent de « moderniser les différents types de contrat [...] en réduisant la segmentation entre les différents types de contrat » (informations révélées par le journal Politis). Sur ce dernier point, un cancérologue pourrait dire: la tumeur Bolkestein a drôlement métastasé!

Le knout nous est promis par les chefs d'État et de gouvernement. Quant à leur volonté d'essayer de préserver un minimum la santé de leur « cheptel », l'avenir proche le dira. Eh oui, Monsanto, plus d'autres semenciers (semeurs de misère et de mort serait plus juste), demandent auprès de la Commission européenne que 109 plantes génétiquement modifiées soient autorisées à l'importation alors que les conséquences écologiques, économiques et sociales des OGM se révèlent chaque jour plus catastrophiques. Scénario prévisible: des délégués de classe monteront au créneau pour éviter le pire qui, néanmoins, décrochera des parts de... marché (bien sûr). Et pour cause, penser que la qualité des arguments des opposants aux nécrosciences sera suffisante pour faire échec à la puissance des lobbys considérés est une pure... chimère.

Quel est l'objectif général de nos différents matons? Réduire les portions dans nos assiettes tout en les garnissant d'une bouffe qui vous ferait dégueuler un chat par la patte. Voilà de quoi nous filer une sacrée faim de luttés, non?

RSA

le lit d'une paupérisation massive

UNE ÉVIDENCE ÉLÉMENTAIRE? Martin Hirsch n'a pas hésité à employer les grands moyens pour convaincre le bon populo que le Revenu de solidarité active (RSA) sera l'invention du siècle. Preuve en est, après des mois de propagande gouvernementale et l'expérimentation de son dispositif dans 34 départements, le dévot sarkoziste nous en remet une couche.

L'agence Euro RSCG a palpé 250 000 euros pour nous infliger deux spots publicitaires vantant les charmes de cette... gigantesque escroquerie. Puis, pour achever de nous laver le cerveau, une poignée d'autres communicants aux ordres ont tripatouillé les chiffres. But de la manœuvre: nous présenter des statistiques censées démontrer que le RSA en question favorise le retour à l'emploi des bénéficiaires actuels du RMI. Nous n'allons pas entrer ici dans le détail des mesures techniques des conditions d'attribution du RSA. Remarquons simplement que sur le plan monétaire l'accroissement des ressources versées aux travailleurs pauvres se montera aux alentours d'une centaine d'euros. On s'en doutait un peu, cela ne bouleversera pas le classement des principales fortunes de France, Défaçons l'emballage du RSA et regardons le contenu du paquet. Les allocataires du dispositif seront inscrits d'office sur la liste des demandeurs d'emploi. Ils subiront les mêmes sanctions que les autres demandeurs en cas de refus d'emploi et pourront voir le versement de l'allocation suspendue. Une saloperie ne venant jamais seule, le refus en question porte le risque d'entraîner la perte de l'exonération de la taxe d'habitation, de la CMU et de la gratuité des transports. En résumé, dans bien des cas il sera peu donné d'une main mais beaucoup repris de l'autre. Notons aussi, parmi ses nombreux effets pervers, que le RSA est une épée de Damoclès suspendue sur la tête de la PPE (Prime pour l'emploi). En outre, il constitue une menace sérieuse sur le financement des contrats aidés en vertu

du principe du « redéploiement des budgets ».

Au nom de la « nécessaire amélioration de la compétitivité des entreprises », les patrons seront exonérés des « charges » sociales (jusqu'à hauteur de 1,6 Smic). In fine, le RSA permettra d'accroître la flexibilité, de maintenir les rémunérations au plus bas, et donnera un coup de fouet supplémentaire à une précarité pourtant déjà massive.

Dixit le chanoine Hirsch, le RSA devrait permettre « rapidement » à 700 000 personnes (soit environ 10 % de la population concernée) de repasser au-dessus du seuil de pauvreté (880 euros pour une personne seule), façon de révéler bien involontairement que l'escroquerie à grande échelle qu'il met en place est un bien pitoyable cache-misère.

Les médias se répandent sur l'« idylle naissante » entre N. Sarkozy et A. Merkel. Parions que le RSA à la sauce allemande donnera des idées supplémentaires à l'agité de l'Élysée. Eh oui, le 1^{er} janvier 2005, le chancelier (social-démocrate) Gerhard Schröder, suivit les conseils de Peter Hartz (ancien DRH de Volkswagen) et fusionna l'aide sociale et l'allocation chômage. Conséquence de quoi, dès cette époque fleurirent les jobs à 400 euros (seuil en dessous duquel les patrons sont exonérés de charge), cette aumône salariale venant compléter les 351 euros versés aux chômeurs après un an sans emploi. Et là, N. S. d'entonner dans la foulée l'air suivant: « Ne vous plaignez pas, vous êtes condamnés à bouffer des patates mais n'oubliez pas que vos cousins allemands doivent se contenter de rutabagas! »

Subir l'harmonisation de la misère ou choisir celle de la colère, telle est la seule question qui vaille pour tous les exploités, question à laquelle ne répondra jamais aucun bulletin de vote.

Alen Somiador

General Motors

EN FRANCE, au siècle dernier, on disait que quand les usines Renault toussaient, toute la France éternuait. C'était une façon de dire qu'au point de vue industriel et social les usines qui fabriquaient des automobiles avaient un rôle phare. Tant dans la banlieue parisienne que dans le reste de l'Hexagone.

Alors, quand l'information est arrivée lundi 1^{er} juin sur la mise en faillite de General Motors, premier constructeur automobile au monde, l'émotion était « à son comble ». « La chute d'un géant américain » a pu titrer le New York Times. Là où ça se complique, c'est qu'au pays de la libre entreprise, on parlerait même de nationalisation... La presse d'outre-Atlantique glose sur « l'effroi » que lui inspire la « poussée socialiste » dans le pays de l'Oncle Sam.

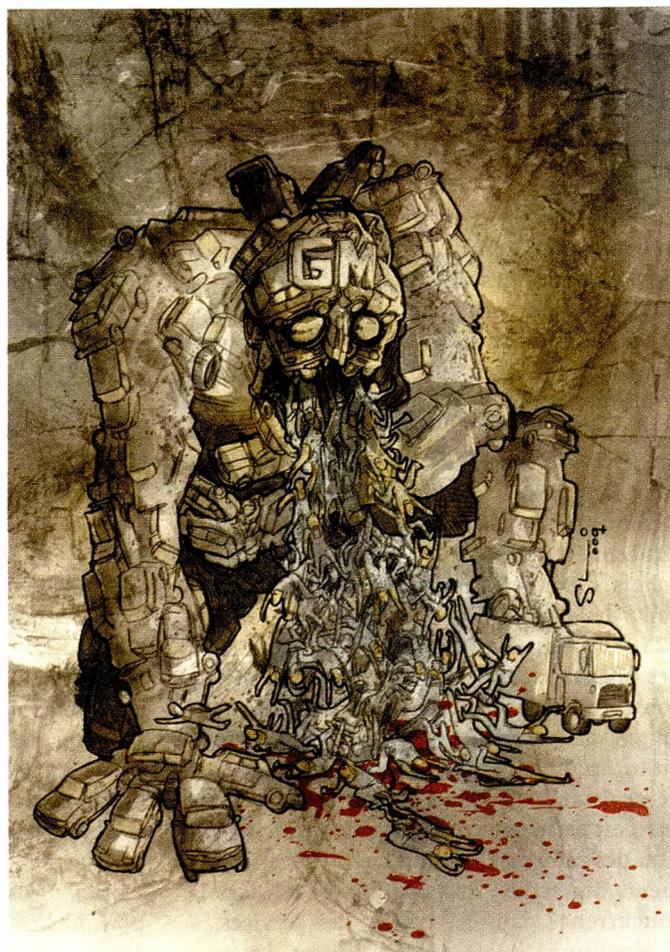
Revenons un peu en arrière. La General Motors a été créée en 1908 à Detroit dans le Michigan. Son premier directeur a été William Crapo Durant. Dans les années 1920, GM (comme on l'appelle dans les milieux financiers) est devenue la première dans l'industrie mondiale. Ses productions sont: Buick, Cadillac, Chevrolet, Daewoo, Opel, Pontiac...

L'histoire du mouvement ouvrier aux États-Unis montre que l'industrie de l'automobile a longtemps été un foyer de combati-

tivité. En juin 1934, soixante-dix-sept *federal unions* se réunirent à Detroit et « les délégués réclamèrent la constitution immédiate d'une fédération industrielle des travailleurs de l'automobile ».¹ Le président Roosevelt avait permis aux employeurs de mettre à pied sans aucune justification tout syndicaliste présumé. Ce n'est qu'en 1935 que le conseil exécutif de l'American federation of Labour admit l'existence de l'United Automobile Workers (UAW). En fin 1936 il y eut des occupations d'usines (*sit-down*) qui aboutit à la capitulation de la direction de General Motors en février 1937. Mais les directions syndicales reprirent « les choses en mains » et l'effort national de la Seconde Guerre mondiale fit le reste.

Dans les années 1960 il y eut des sursauts de combativité, mais les procédures judiciaires l'emportaient sur les mouvements de grève...

Le dépôt de bilan de General Motors arrive après la faillite des banques Lehman Brothers et Washington Mutual en 2008 et l'opérateur de télécommunications Worldcom en 2003.



Rien ne va comme avant dans ce qui est encore la première puissance économique du monde, mais pour combien de temps?

La relance de General Motors passe par un plan de restructuration draconien qui soulève aux États-Unis inquiétudes et colères. « Priez pour une amélioration, mais faites des plans pour le pire », a déclaré dernièrement un dirigeant de l'UAW aux 2100 salariés de GM Chattanooga qui vont perdre leur emploi avant la fin de l'année... Protéger les travailleurs, leur famille, peut-il se conjuguer avec la recherche perpétuelle du profit?

Alexis Pierre

1. Le Mouvement ouvrier aux États-Unis; 1867-1967, Daniel Guérin. Petite collection Maspero. 1968.



Travailleurs sociaux à la trappe !

EN DÉCEMBRE 2008, les organisations patronales ont déposé un projet de casse totale de la convention. Depuis, les organisations syndicales manœuvrent sans trop savoir quoi faire. Dans un premier temps, il s'agissait de n'affoler personne, de ne réveiller sous aucun prétexte les salariés, les syndicats faisant les gros bras, affirmant leur force dans les négociations conventionnelles, pour peu à peu voir le front syndical se diviser, la CFDT se démarquant... du côté des patrons, en proposant début mai un texte très proche des désirs libéraux. Parallèlement, des collectifs de salariés non syndiqués et syndiqués se sont créés partout en France regroupés au sein de la Coordination nationale pour la défense et l'amélioration de la convention collective 1966. Leur capacité de mobilisation, dans un secteur peu habitué, a permis de radicaliser les positions de la CGT et de FO qui ont rejoint le 19 mai dernier les collectifs et SUD dans la rue. Enfin!

La convention collective de 1966 regroupe plus de 250 000 salariés du secteur social et médico-social. Ces salariés se retrouvent dans de nombreuses structures, leurs missions comprennent de manière large la protection de l'enfance, l'aide et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales et psychiques et le handicap. C'est l'éducateur de rue en prévention spécialisée, le cuisinier dans un foyer de vie, l'éducateur technique en Esat, l'agent de surface dans un CHRS, les psychomotriciens en IME, le moniteur éducateur dans une Maison de l'enfance, le psychologue dans un hôpital de jour,

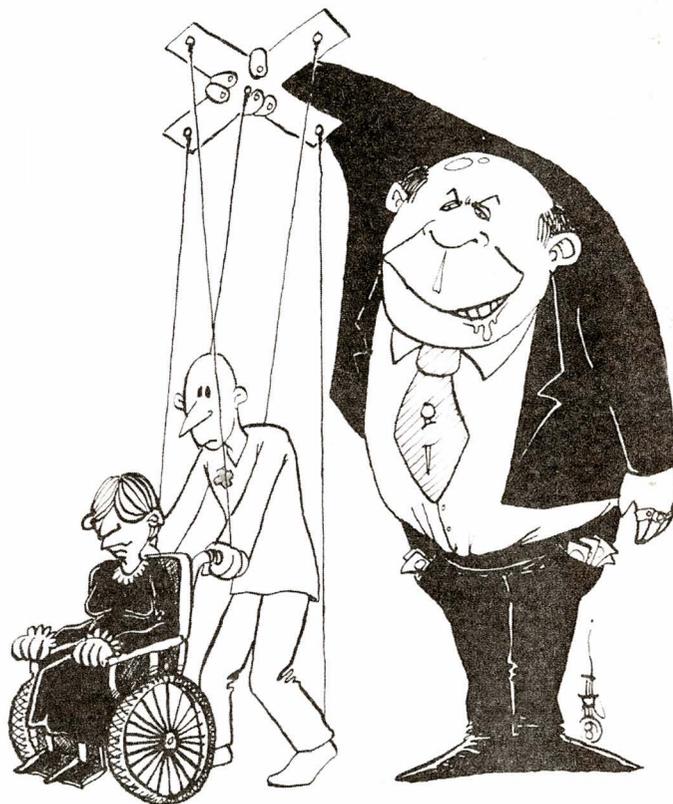
Le projet patronal souhaite transformer les établissements en entreprises rentables avec à leurs têtes des managers efficaces dirigeant des employés déqualifiés (les postes ne sont plus basés sur des diplômes mais sur les fonctions dans ce nouveau projet), précarisés par l'instauration d'un salaire au mérite, non mobiles (fin de la reprise d'ancienneté), aux droits réduits (attaque des droits syndicaux, des indemnités de retraite, confinés à des

tâches protocolarisées sous le feu d'évaluations permanentes).

Pour tous, il est devenu nécessaire au sein de ce secteur que la convention collective puisse intégrer de nouveaux métiers reconnus qui sont apparus ces dernières années. Les employeurs s'emparent de cette réalité pour réformer la convention par le bas: ils proposent d'accueillir de nouveaux emplois « d'agent », « d'aide », « de chargé de » dont le vague de la définition se conjugue avec leur volonté de pouvoir recourir à de la main-d'œuvre malléable et jetable, en mettant en concurrence des métiers diplômés et qualifiés avec des emplois sans diplôme et sans niveau de qualification spécifique requis. Un agent de soin pourrait concurrencer par exemple sur certaines fonctions l'éducateur spécialisé et à terme le remplacer à bas prix et sans qualification. Sur une équipe aujourd'hui composée de cinq éducateurs, demain seul un éducateur resterait accompagné de quatre agents de soin...

Comme d'habitude, sous couvert de modernisation, les employeurs veulent faire payer aux salariés et au public accueilli les réductions budgétaires sans précédent de ces dernières années. Les gouvernements permettent l'entrée du loup dans ce secteur basé sur les principes de solidarité. Depuis les lois 2002, 2005 et aujourd'hui la loi HPST, dite Bachelot, ils mettent en place la privatisation de l'hôpital public et du secteur médico-social associatif. Par ces coups de butoir orchestrés, patronat et gouvernement mettent la dernière pierre à la marchandisation du secteur.

Un tel scénario verrait le service public rendu par les travailleurs sociaux se vider de son contenu relationnel et solidaire, pour devenir un simple objet de transaction sociale.



Ils deviendraient des ressources humaines, managés par des opérateurs privés ou publics, mis en concurrence entre eux. Les enjeux sociaux ne seraient plus que des questions de tuyauterie. Apparaîtrait une solidarité minimale selon les possibilités de l'économie. Un « social plancher » se créerait, vu comme un minimum humanitaire. Tout le reste sera soumis aux normes de la bonne gestion dans un cadre marchand. Les têtes qui dépasseraient encore choisiront entre les cases « prison » ou « hôpitaux psychiatriques », redevenus asiles de fous, tels que les décrivait Albert Londres... au nom de la modernité.

Syndicats et employeurs de la CC66 se sont retrouvés le 10 juin et se retrouveront le 22 juin prochain. Entrons dans la mêlée, ripostons, défendons nos métiers et nos valeurs face à cette attaque libérale!

François

Collectif des Yvelines

Toutes les infos sur le site de la coordination nationale pour la défense et l'amélioration de la convention collective 1966 : <http://www.touche-pas-a-la-66.c.la/>

Une nouvelle couche

Avant les Européennes, Sarkozy remet le couvert sécuritaire devant des représentants des forces de l'ordre: fouille des cartables, équipes mobiles d'agents, portiques de sécurité à l'entrée des écoles, détection des signes de richesse indue « afin de frapper les délinquants au portefeuille » Et la sienne de richesse? « Tout est à nous, rien est à eux: tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé!

« Sarkozy je te vois »

Kafka au tribunal. Pour avoir théâtralement lancé cette phrase à des policiers, P. L., professeur de philosophie marseillais qui observait un contrôle d'identité gare Saint-Charles, est poursuivi par le ministère public qui y voit un « tapage diurne injurieux », rendu de justice le 3 juillet, à suivre...

Petite victoire

La justice contraint le gouvernement à différer la réforme de l'aide aux étrangers. Le ministère de l'Immigration souhaitait casser le « monopole » de la Cimade qui, depuis vingt-cinq ans, assure la mission d'aide aux étrangers placés en centre de rétention. La réforme devait entrer en vigueur mardi 2 juin 2009. Une décision de justice oblige le ministre à prolonger de trois mois le contrat de la Cimade.

Le chômage explose

L'assurance chômage s'attend à 639 000 chômeurs de plus cette année. « On n'a jamais vu une telle rapidité de croissance du chômage depuis l'après-guerre et peut-être la crise de 1929 », selon l'ex-directeur de l'Unedic. Si c'est lui qui le dit...

Fachos antisémites

L'APS est le parti antisioniste (on pourrait dire antisémite) qui sous couvert de défense de la Palestine ou des communautés arabes et noires développe un antisémitisme exacerbé et un racisme notoire. On trouve sur cette liste Dieudonné (le bien connu), Alain Soral autoproclamé écrivain, ex du FN, auteur de ces deux perles: « La maghrébisation, l'africanisation, la tiers-mondisation de la France ont fait baisser vertigineusement le

niveau de civisme et de civilité de la population française », « La tournante résulte de deux causes: on punit les filles de pouvoir ou de vouloir s'en sortir en se tapant un petit bourgeois des pavillons ou du centre-ville. On baise celle qui reste, à dix, parce qu'avec cette hémorragie communautaire, il n'y a plus dans le quartier qu'une fille pour dix mecs! » Quel style cet « écrivain »

5 500 euros pour un salopard

Jean-Didier Vincent, universitaire, membre de l'académie des Sciences, a vu sa condamnation alourdie en appel pour avoir traité Jean-Marie Le Pen, lieutenant dans la Légion étrangère durant la guerre d'Algérie, de « salopard ». Pourquoi? Le Pen n'est pas un salopard?

La laïcité à l'école reste un combat

L'article 89 de la loi relative aux libertés et responsabilités locales, votée le 13 août 2004, obligeait les communes à financer les frais de fonctionnement des élèves inscrits dans une école primaire privée sous contrat d'association, même si celle-ci était située hors du territoire de la commune de résidence. Face à l'émoi suscité par une telle mesure, le Sénat lui a substitué, le 10 décembre 2008, une nouvelle disposition. La proposition de loi du sénateur Jean-Claude Carle pose, certes, des conditions aux avantages concédés à l'enseignement privé, mais celles-ci sont tellement vagues qu'au final l'article 89 continuera à produire ses effets.

Réchauffement

Le Forum humanitaire mondial publie un rapport selon lequel le réchauffement climatique tuerait 300 000 personnes an. Selon l'étude, les plus affectées par le réchauffement climatique sont les 325 millions de personnes les plus pauvres de la planète. Le Forum souligne par ailleurs que les 50 pays les moins développés participent pour moins de 1% des émissions mondiales de CO₂... La majorité des morts est due à la dégradation progressive de l'environnement qui cause des problèmes

comme la malnutrition plutôt qu'aux catastrophes naturelles, note encore l'étude.

Fermons Fessenheim!

Fessenheim est un symbole pour tous ceux qui réclament la sortie du nucléaire. En octobre 2009, la plus vieille centrale nucléaire de France sera mise à l'arrêt pour sa troisième visite décennale. Cette inspection devra décider de l'arrêt définitif des deux réacteurs... ou de leur prolongation pour dix ans supplémentaires. EDF veut prolonger la vieille centrale de Fessenheim, dangereuse et non rentable, malgré tous les risques qu'elle fait peser sur les populations. Le réseau Sortir du Nucléaire lance un appel à venir nombreux au grand rassemblement européen à Colmar les 3 et 4 octobre 2009.

Transphobie

Encore une trans turque assassinée. Cagla a été assassinée chez elle, dans son appartement d'Ankara. Trente deux coups de couteau.

Greenpeace et l'EDF

Des militants de Greenpeace ont interrompu mardi 26 mai une intervention du PDG d'EDF, Pierre Gadonneix, en lui reprochant de fuir le débat sur les choix énergétiques de la France.

Encore McDo

Vendredi 5 juin, suite à un ras-le-bol du refus de la direction du Mc Donald's de Boulogne de céder aux revendications posées dans le cahier des délégués du personnel, un salarié refuse de tenir un poste pour lequel il n'a pas été formé. Après vingt minutes de débat stérile, le salarié accepte d'y aller avec une personne pour le former (ce suivi se faisant normalement hors période d'affluence...). Après le rush, le salarié reçoit une convocation pour la semaine suivante pouvant aboutir à un licenciement. Le délégué du personnel et le salarié décident de se mettre en grève pour signifier leur désaccord. Pour le moment, c'est « service minimum syndical », à deux personnes, juste histoire de bien faire comprendre que la direction risque gros pour ce coup bas... Affaire à suivre, voire à soutenir.



L'État sous les cendres !

On ne s'offusquera pas, j'espère, que ce soit jusque dans sa mort qu'un compagnon cher – Christophe, du groupe Louise-Michel – m'aura aiguillonné sur des sujets de réflexions et des motifs de résistance à l'oppression de l'État. Car c'est de cendres dont il va être question. Celles de la crémation des défunts, qui peuvent effrayer l'État.

De terre en feu

Traditionnel sous nos contrées depuis les Mérovingiens, l'usage est d'enterrer les morts, allongés. Sans développer toute la symbolique de l'enterrement par rapport aux autres rites mortuaires, notons simplement que le maintien de la représentation du corps (même une fois la chair décomposée, le squelette appelle encore ces représentations), permet de jouer avec la représentation de la personne. La dépouille et la sépulture bénéficient donc d'un statut juridique particulier, qui l'apparente à celui de la personne et non à celui des biens.

Notons ensuite que ce type de rite favorise les infrastructures et les superstructures qui affirment un pouvoir sur l'espace (le terrain nécessaire aux cimetières), sur la matière (la valeur d'une tombe se mesure à la taille et au poids de sa pierre tombale, voire du monument funéraire érigé sur le caveau), et sur le temps (c'est la construction juridique inédite de la concession « à perpétuité » pour la bourgeoisie du XIX^e).

De fait, ce rite funéraire a fait les beaux jours de l'Église, de l'État et de la bourgeoisie en tant que classe – dans des proportions variées – pour entretenir l'idée même de l'emprise du Pouvoir sur les individus, jusqu'au-delà de la mort. Non pas pour les morts eux-mêmes, dont les puissants se foutent. Mais pour la représentation que peuvent s'en faire les vivants, qui doivent accepter, intérioriser, la nécessité de cette emprise du Pouvoir sur leurs morts, et à travers eux sur la mort; qui n'est dès lors même plus un échappatoire à une vie de soumission.

Or voici qu'une autre pratique s'est développée d'un coup: la crémation. De 1 % des morts en France en 1980, elle en concerne déjà 24 % en 2005. Des cendres qui en résultent, nous savons que 21 % sont stockées dans un columbarium, 8 % sont dispersées dans des « jardins du souvenir » (des cimetières

paysagers prévus à cet effet), mais l'on ne sait pas grand chose des 71 % restants.

Curieuse préoccupation, pense-t-on de prime abord. Les gens font bien ce qu'ils veulent de l'urne contenant les cendres de leur proche, non ?

Le ministre s'enflamme !

Eh bien non ! En 2006, le ministre délégué aux collectivités territoriales (un certain Brice Hortefeux à l'époque) auprès du ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire (un certain Nicolas Sarkozy à l'époque), en fait un problème grave, car, disait-il: « Nous savons aussi que d'autres [cendres] sont reconstituées en pierres et portées en bague ou collier; plus grave, des cendres ont été retrouvées dans des bennes à ordures ou des décharges publiques. »¹. Et alors ? La belle affaire !

Remarquons au passage que cette question est abordée par le représentant du Pouvoir sur l'espace: l'aménagement du territoire (!), qui concrètement est ici le cimetière, symbole de l'alliance bien comprise des Églises et de l'État.

Sur le fond de la question, notre mort réduite à un tas de cendres est une construction symbolique autrement moins tyrannique que le macchabée ou même le squelette. En renonçant aux représentations du corps et de la personne, la crémation offre une grande liberté de représentation et d'action sur les morts, et donc la mort. Certains reproduisent le modèle dominant: urne scellée sur un monument funéraire ou stockée dans un columbarium (à l'image de ces cimetières italiens « verticaux » où les caveaux sont empilés et forment des murs de plusieurs rangées et étages). D'autres font « revivre » leur mort dans une vision de cycle, en le « rendant » aux éléments (l'air, la terre ou l'eau). D'autres encore le font se « réincarner » dans des objets (la bague en pierre reconstituée évoquée avec

Léa Gallopavo

*Gr. Louise-Michel de la
Fédération anarchiste*

effroi par le ministre!). D'autres, encore, par conviction rationaliste ou bien justement par révélation à la vue d'un simple tas de cendre, se disent qu'après tout il est vain d'y chercher un lien symbolique quelconque. On peut alors jeter l'urne ou les cendres dans la poubelle, sans plus d'état d'âme. Seuls demeurent nos souvenirs, qui ont une réalité psychologique, pour nous-mêmes, comme pour le lien collectif lorsqu'on les entretient en évoquant le mort avec d'autres proches.

Cette liberté acquise de penser le mort, et corrélativement le pouvoir sur lui (au sens de capacité d'action), rejaillit sur notre liberté de penser le pouvoir sur nous-mêmes, vivants. On comprend alors mieux l'effroi dans lequel le tyran est plongé face à l'usage que les vivants peuvent faire des cendres.

Au secours les Églises !

S'agissant d'une bataille sur le front des représentations et des symboles, l'arme première du tyran sera la morale. Et le ministre de dire : « Si elles étaient régulièrement rendues publiques, de telles découvertes [les cendres en pierre reconstituée et les urnes dans les décharges], ne manqueraient pas de provoquer un débat éthique. » Et de faire le lien avec l'affaire des fœtus en bocal retrouvés fin 2005 dans une cave oubliée de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul à Paris à l'occasion de travaux de restructuration.

Une fois placé sur ce terrain de la norme morale, et pour forger l'outil de son intervention sur la société – la loi – l'État fait donc appel à ceux qui font commerce des représentations de la mort comme instrument de domination : les Églises. Ont en effet été consultés un évêque, un pasteur, un rabbin, un recteur de mosquée et un bouddhiste. Vient mars 2007 et le décret qui encadre l'usage des cendres². Que dit-il ?

L'œil regardait Caïn

La règle par défaut, ce sont les usages qui conservent aux cendres la symbolique de l'enterrement (inhumation de l'urne, scellement sur un monument funéraire à l'intérieur d'un cimetière, dépôt dans une case de columbarium), ou à défaut du cimetière (dispersion dans les « jardins du souvenir »).

Toutefois, dans sa grande bonté, le texte prévoit que le défunt peut avoir voulu que l'urne contenant ses cendres soit « déposée ou inhumée dans une propriété privée, ou que ses cendres soit dispersées en pleine nature sans pouvoir l'être sur la voie publique ».

Le décret a bien été obligé de reconnaître, sans pouvoir la combattre, la pratique de dispersion dans la nature. C'est heureux. Mais, pour reprendre ce qui effrayait tant le ministre, quid de la reconstitution des cendres en pierre pour les porter en bague ou collier ? Tel qu'il est construit, le texte semble pouvoir l'interdire.

Laissons momentanément ce débat aux juristes, et soulignons surtout que pour être

dans le champ de cette exception à la règle par défaut, le décret exige que la volonté du défunt ait été exprimée, et le fonctionnaire tatillon pourra sur cette base exiger un écrit. En outre, il faut faire une déclaration à la commune du lieu du dépôt ou de la dispersion. Et si pour une raison quelconque, le dépositaire qui a accueilli l'urne dans sa propriété n'en veut plus, alors il doit revenir à la règle posée par défaut... et bien sûr le dire aux autorités pour ne plus apparaître sur le registre de la commune comme dépositaire d'une urne.

Bref, pour les morts comme les vivants, c'est le registre – on serait tenté de dire « le Grand Registre » – qui dans sa forme moderne est un fichier. Ainsi, depuis Caïn poursuivi jusque dans la tombe par l'œil de Dieu, nous pouvons scander encore et encore : « Surveillance partout, liberté nulle part ! »

Mes dernières volontés

Compagnes et compagnons, amis lectrices et

lecteurs, qu'il me soit accordé d'utiliser notre hebdomadaire favori, pour exprimer urbi et orbi mes dernières volontés. Que mes cendres soient renversées sur les pompes vernies de quelque janissaire ou despote, si possible en fin de journée, pour qu'avec la transpiration, ça lui colle partout dans les chaussettes, entre les doigts de pied, dans les poils des mollets, et qu'il en souille son logis jusqu'au fond de sa couche. Camarades, du plus profond de mon néant, je vous en remercie !

L. G.

1. Les propos rapportés ici sont tirés d'une interview donnée dans le journal gratuit 20 minutes, février 2006

2. Décret n° 2007-328 du 12 mars 2007

Retrouvez tous les articles des membres du groupe Louise-Michel sur la page du groupe du site www.federation-anarchiste.org



Colonisation

Sauvage ou contrôlée ?

Le vent a tourné ! Ils, Netanyahu et son compère Liberman, pensaient être au centre du monde, ils viennent d'être rejetés à sa périphérie.

LE VENT A TOURNÉ, les enjeux tant politiques qu'économiques de l'empire américain ont, crise oblige, de nouveaux impératifs. La politique belliciste d'Israël est un risque que Washington ne peut plus se permettre de soutenir.

Que s'est-il passé ?

L'élément déclencheur de cette nouvelle « realpolitik » est à chercher au Pakistan. C'est un pays gangrené par la corruption, en totale déliquescence politique, incapable de faire face à une misère galopante et doté de l'arme atomique. Le seul corps social homogène est l'armée, la seule opposition est la mouvance islamique et son bras armé, les talibans dont les revers militaires augmentent la popularité. Ce qui se passe dans ce pays illustre l'échec militaire des forces occidentales en Afghanistan. Il s'agit aujourd'hui, pour elles, de mettre en place une politique de containment, c'est-à-dire endiguer l'influence croissante des talibans, faire de telle sorte qu'ils ne puissent plus sortir d'où ils sont et ce faisant les y enfermer comme dans un piège.

Pour les États-Unis, il y a deux priorités, partir d'Irak en donnant l'impression qu'ils n'ont pas été vaincus d'une part et tenter de colmater les brèches du conflit pakistano-afghan de l'autre. Pour cela il faut négocier avec le puissant voisin de cette poudrière : l'Iran. Pour comprendre le poids de Téhéran, il suffit de regarder rapidement une carte. Ce pays, le plus peuplé de la région (plus de 71 millions), a des frontières communes aussi bien avec le Pakistan, l'Afghanistan, l'Irak, qu'avec la Turquie ou l'Arménie et d'autres encore. Ses côtes au nord bordent la Caspienne et au sud le golfe d'Oman, c'est-à-dire que de

fait l'Iran contrôle la circulation du pétrole. Cette situation géographique en fait un pion important si ce n'est déterminant de toute politique dans la région. D'autre part, cet héritier de la Perse antique a montré qu'il était capable d'avoir une influence déstabilisatrice à travers ses pseudopodes chiites comme le Hezbollah libanais.

Le prix à payer

Washington sait qu'il va falloir passer à la caisse. Dans un premier temps, la seule façon de contenter l'Iran sans fâcher les amis traditionnels saoudiens comme égyptiens est de mettre fin au conflit israélo-palestinien. Cela va être la mise de base dans cette partie de poker menteur où il ne devra y avoir que des gagnants. En acceptant dans son gouvernement l'extrémiste de droite, pour ne pas dire le fasciste, Liberman, Netanyahu a mécontenté le groupe de pression conservateur juif américain et a augmenté l'influence du groupe opposé, juif libéral, qui a contribué au financement de la campagne présidentielle démocrate.

Obama va devoir rapidement passer aux actes. Il s'agira pour lui à la fois de conforter Israël dans son existence et de mettre en place un État palestinien viable. Cette dernière condition est nécessaire pour qu'à la fois Saoudiens, Égyptiens et Iraniens puissent chanter victoire. Pour cela, il va falloir que certains passent à la caisse. On peut d'ores et déjà prédire que le Hamas va devoir en rabattre de ses prétentions et qu'il va rentrer dans le rang contraint et forcé. En Israël, des négociations âpres et violentes auront lieu pour savoir quelles colonies seront obligées de plier bagages avec probablement une remise en

question d'une partie du mur. Les scènes de révolte qui ont eu lieu lors de l'évacuation de Gaza paraîtront bien bénignes à côté de ce qui adviendra lors des heurts prévisibles entre l'armée israélienne et les fous de Dieu. Par ailleurs, une réaction violente, désespérée de l'establishment politico militaire, sous forme d'un bombardement des centrales iraniennes, n'est probablement pas à exclure.

Deux États, pourquoi pas ?

Je mettais en doute dans un précédent article la possibilité d'accéder à cette situation par le biais de négociations entre les premiers concernés du fait du refus d'une société israélienne formatée par la guerre et qui ne pourrait voir dans la paix qu'une forme de déstabilisation. Aujourd'hui, la situation a changé. Palestiniens comme Israéliens vont être obligés d'en passer par là, parce que l'intérêt géostratégique américain l'impose.

Si par chance le plan américain était un succès, il induirait un facteur de déstabilisation autrement plus important au Proche-Orient que ne l'est la situation actuelle. L'existence de deux sociétés complémentaires, l'existence de deux sociétés au fonctionnement proche tant du point de vue démocratique que du niveau de formation de la population, de deux sociétés aux intérêts économiques convergents fera apparaître les pays environnants comme retardataires et politiquement réactionnaires. Israéliens et Palestiniens ont une connaissance les uns des autres bien plus profonde que des pays environnants. Il n'est pas sûr que Jordanie, Syrie et Égypte supportent cela sans réagir.

Pierre Sommermeyer

Inventer des terroristes

à partir d'un fait divers

DURANT LA NUIT du 30 avril au 1^{er} mai, dans une usine désaffectée de Cognin près de Chambéry, une explosion provoque le décès d'une jeune femme et blesse grièvement son compagnon.

Ce tragique accident entraîne, par un jeu de leviers dont seul l'État a le secret, le débarquement de la Sous-Direction anti-terroriste (SDAT) du parquet de Paris dans notre bonne vieille ville de Chambéry. Celle-ci procède à une série de perquisitions dans plusieurs squats, dont une est menée par 130 flics en tout genre comme même la mafia locale n'en n'a jamais vue, puis décide la mise en détention après 80 et 72 heures de garde à vue de deux dangereux squatteurs pour des motifs surréalistes que seules les lois scélérates de l'antiterrorisme permettent de justifier.

Soyons plus précis: la police informe la presse locale, qui informe la population... La police, enfin la presse, nous dit que les deux victimes de l'explosion manipulaient des substances explosives (du chlorate de soude et du sucre) qui leur ont explosé à la gueule. La presse, enfin la police, dit aussi qu'ils préparaient un engin explosif et qu'il y aurait une troisième personne dans le coup.

Dans le même temps, on peut lire dans le 20 minutes du 1^{er} mai: « De source judiciaire, on affirme que [la personne décédée] était proche des milieux anarchistes... » À moins qu'elle ne soit de « la mouvance anarcho-autonome » comme le soulignera *Le Dauphiné Libéré* dans d'innombrables articles...

Et voilà un scénario bien ficelé qui permet à la SDAT de prendre l'affaire en main! Surveillance, enquête, perquisitions amènent rapidement nos fins limiers à trouver deux autres personnes dans le milieu des squats chambériens et à leur coller sur le dos l'accusation d'« association de malfaiteurs en vue de commettre des actes terroristes et de nuire à la sécurité de l'État », qui permet de justifier tout et n'importe quoi.

Avec cette juridiction spéciale, qui prend ses ordres directement du ministère de l'Intérieur, la justice, sur laquelle nous n'avons par ailleurs aucune illusion, ne s'embarrasse même plus de discours sur son indépendance et son impartialité, etc. Ici, avec l'antiterrorisme, c'est la machine gouvernementale qui

est en marche, pour casser toute opposition, réelle ou fantasmée.

Pour les deux individus qui ont le malheur de tomber entre ses mains, c'est le grand numéro sans aucune échappatoire: garde à vue à rallonge (96 heures maximum dans le cadre de l'antiterrorisme), avocat au bout de 72 heures, détention provisoire assurée (depuis les 8 et 12 mai) et l'incertitude sur leur sort, bien que le « dossier » soit complètement bidon.

À côté de cela, nous aurons eu le « plaisir » de lire la presse – locale essentiellement – qui se répandra en articles plus ou moins douteux, usant des qualificatif d'« anarcho-autonome », « anarchiste » ou « libertaire » comme d'une preuve de culpabilité.

Or, depuis la bonne douzaine d'années que la Fédération anarchiste existe à Chambéry, ses membres qui, étonnamment, se revendiquent anarchistes, sont actifs dans de nombreuses luttes, au fil des mouvements sociaux et des coups portés par la classe dominante. Ils sont présents dans la plupart des manifestations avec leurs propres discours et slogans, bien visibles sous les drapeaux noirs, s'expriment au travers d'un site internet, de



tracts, d'affiches, de conférences et de débats publics, de projections et autres événements... Bref, diffusent les idées et pratiques anarchistes à Chambéry et en Savoie, comme le font des milliers d'anarchistes en France et dans le monde.

Étrangement, nous n'avons jamais eu l'honneur de lire ne serait-ce qu'une seule fois le mot « anarchiste » ou même le plus soft « libertaire » dans la presse locale. Quant à citer la Fédération anarchiste, nous savons, de source sûre, comme les journalistes se plaisent à le dire, que cela leur est interdit.

Mais à vrai dire, on s'en fout.

Nous relevons juste que les anarchistes n'existent pour les médias que lorsqu'ils sont associés à des mots tels que « terrorisme ».

Car depuis ce début de mois de mai, le mot « anarchiste » est soudain apparu dans le lexique des journalistes du canard local le plus lu et de quelques autres, au point d'apparaître quasi quotidiennement dans les colonnes de cette presse. Souvent mêlé à d'autres termes au sens plus ou moins ésotérique comme « mouvance anarcho-autonome » ou « ultra-gauche ».

Il faut dire que l'affaire est sulfureuse: des jeunes à qui la police colle l'étiquette de faiseurs de bombe et tant qu'à faire celle d'anarchistes ou quelque chose comme ça... Et voilà nos bovins journalistes qui foncent sur le drapeau rouge (et noir) que les flics agitent sous leurs yeux...! Il est vrai que manipuler des matières explosives et appartenir au mouvement scout ou au club d'échec local, y'a pas photo.

Quoi qu'il en soit, la perfusion administrée à nos chers journalistes par la SDAT afin de mieux relayer le discours politico-judiciaire, mêlée à l'ignorance crasse de toute notion relevant de l'anarchisme pourrait expliquer tant d'amalgames.

À moins qu'absence d'esprit critique, malhonnêteté intellectuelle et servilité soient des caractéristiques permettant de réaliser la basse besogne journalistique sans rechigner, au regard d'une affaire qui de toute évidence n'est qu'une grossière manœuvre...

Cette affaire nous en rappelle une autre, tout aussi grotesque, celle dite « de Tarnac » avec ses arrestations, ses détentions et son retentissement médiatique à l'échelle nationale. On peut se demander dans quelle mesure ces opérations politico-médiatiques ont leur origine dans les fantasmes de la classe dirigeante: complots, réseaux clandestins et ennemis à traquer.

En revanche, ce qui est clair, c'est la stratégie d'ensemble élaborée et appliquée depuis quelques années par l'État et son personnel, qui se renforce ces derniers temps et qui utilise la peur et la violence.

Quelques éléments de cette stratégie:

Diffuser dans la population, afin de mieux la « tenir », la peur d'un hypothétique ennemi intérieur, qu'il faut bien inventer de toute pièce.

Provoquer le rejet, ou tout au moins la distanciation, vis-à-vis des opposants au système (création d'un « cordon sanitaire »).

Instaurer un système de surveillance, de fichage et de renseignement qui permette de diffuser le sentiment d'emprise de l'État sur les individus et notamment les militants.

Criminaliser, avec l'intervention de plus en plus systématique du couple police-justice, toute contestation qui sorte des clous de la pseudo-paix sociale en utilisant la désobéissance civile, l'occupation, le blocage, la grève autogérée, enfin l'action directe en général.

Faire quelques exemples, appliquer la violence d'État, installer un climat de peur chez les militants en faisant planer la possibilité de la répression, même aux plus modérés.

Voilà quelques ficelles de la politique actuelle.

Que l'État invente ses « terroristes » pour légitimer son action ne nous étonne guère, le procédé est vieux comme le pouvoir...

Fred

Fédération anarchiste, Chambéry
www.fa73.lautre.net

Pour que vienne l'insurrection

LES FLICS ONT RÉUSSI un beau coup de pub au profit de *L'insurrection* qui vient, texte probablement collectif, signé par un « Comité invisible »; coup de pub relayé par un entretien de Julien Coupat dans *Le Monde* du 26 mai. Il s'agit d'un texte clair, rapide, fait pour être lu avec plaisir, à diffuser malgré ses imperfections. Sa rhétorique révèle une solide culture bourgeoise, mise au service d'un projet qui l'est moins. Qu'importe qui parle, si ce qui est dit est utile.

On y trouvera une critique de fond, pertinente et sans compromis, du vide auquel aboutit la moribonde « civilisation du travail », incapable d'assurer un minimum de reconnaissance sociale à ceux qu'elle avait réduits jusqu'ici à « gagner leur vie » en échange d'un travail salarié. C'est le même « vide » qui caractérise les informations et les divertissements imposés par le système social actuel, en train d'accoucher de la dernière version du capitalisme: un totalitarisme (contrôle dans tous les domaines) justifié par une morale de l'austérité « écologique ». Bref, ce que d'autres, déjà, ont nommé l'« écofascisme ». On trouvera également dans cet ouvrage une critique sans ménagements des « milieux » non seulement syndicaux collaborationnistes, mais aussi politiques et militants les plus critiques.

On y trouvera aussi des propositions utiles, notamment celle de repartir des communes à échelle humaine et sans hiérarchie de domination: « Tout le pouvoir aux communes » (p. 123).

Mais quelques grands problèmes n'y sont pas résolus, voire pas évoqués, même à peine.

Comment des populations entières peuvent-elles assurer leur survie dans les concentrations urbaines actuelles (y cultiver des carottes...), ou dans des climats de plus en plus hostiles (la fuite de ceux qui y survivaient grâce aux techniques traditionnelles ne s'ex-

plique pas seulement par l'exploitation colonialiste et néocolonialiste).

Comment acquérir les savoirs (juste reconus comme nécessaires, au passage, p. 96, pour « constituer une agronomie de guerre, comprendre la biologie du plancton, la composition des sols ») sans structures de recherche, en matière de biologie concernant la nourriture, la santé..., mais aussi en matière de neuroscience et de sociologie critique, concernant l'installation et le maintien de l'arbitraire de tout « pouvoir » au sens de « pouvoir exercé sur » les groupes et les individus, c'est-à-dire concernant toute violence, physique, institutionnelle et informationnelle? L'ouvrage ne distingue malheureusement pas entre l'objectivité, qui a ses règles et dont nous avons tous besoin, et cette pratique sociale largement orientée par les dominants (faute d'un contrôle par tous) et qu'on appelle confusément « la science ».

Comment se déconditionner de la passivité consumériste et surtout de la confiance dans les chefs (élus ou non, démocratiquement ou non)?

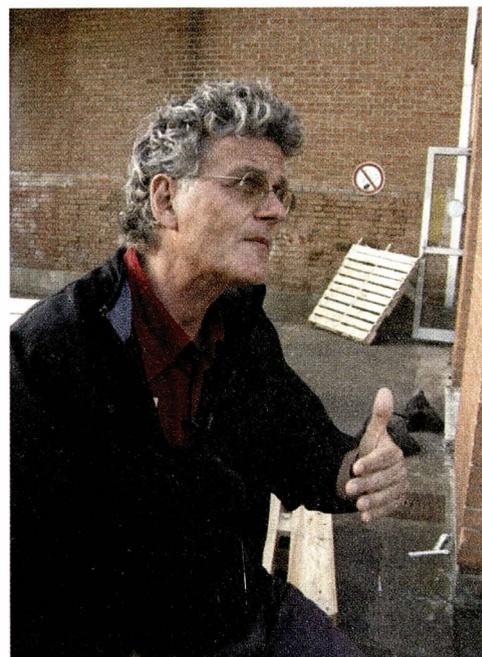
Comment se déconditionner du préjugé en faveur de la violence, en finir avec la confusion tenace entre le pacifisme et la non-violence collective? Le « comité invisible » n'a pas poussé la critique jusque-là. Il prône encore la violence artisanale (les pavés, les cocktails Molotov...), pourtant vouée de toute évidence à l'échec immédiat, sans compter qu'elle aboutit seulement à perpétuer la spirale de la violence: on ne sort pas de la loi du plus fort. Les auteurs ne semblent pas miser sur la sensibilisation des populations appelées à participer à la lutte non-violente collective.

Et là, on est dans l'extrême urgence: n'attendons pas qu'elles soient complètement anesthésiées et terrorisées.

François Sébastianoff

Les Vivants et les Morts

À l'occasion du tournage cinématographique de l'adaptation du livre de Gérard Mordillat, celui-ci se livre dans nos colonnes.



Le Monde libertaire: Entre 1978, année du documentaire *La Voix de son maître* qui traitait des rapports entre le patronat et les ouvriers, et ce que tu es en train de faire, l'adaptation de ton livre *Les Vivants et les Morts* qui est une fiction, on a l'impression que tu suis toujours le même thème...

Gérard Mordillat: C'est-à-dire que je ne fais aucun distinguo entre la fiction et le documentaire. Le cinéma étant pour moi une forme d'écriture, celle-ci prend parfois l'essai comme modèle, et parfois le roman comme soutien. En réalité, je crois que je me suis toujours intéressé, finalement, à faire entendre des voix qui ne sont pas entendues. À l'époque où je travaillais avec Nicolas Philibert sur *La Voix de son maître*, aussi paradoxal que cela puisse paraître, la voix des chefs d'entreprise n'était absolument pas entendue. Nous, nous étions dans la perspective du discours de Foucault, selon lequel le discours est par excellence le lieu où se mesurent les enjeux de pouvoir - c'était son cours inaugural au Collège de France. J'ai toujours été sensible à cette idée-là, idée qu'il a si admirablement exprimée dans *L'Ordre du discours*. Bien entendu, il n'y a pas que ça, mais aussi, évidemment, la question sociale. Cela consiste à parler du monde qui est le mien - mes parents étaient

ouvriers, j'ai moi-même été ouvrier imprimeur. Or, faire entendre dans *Vive la sociale* la voix des ouvriers du 20^e arrondissement, ce n'est pas une chose anodine. C'est parler de l'intérieur, ce n'est pas faire du tourisme...

ML: Sans vouloir mettre des étiquettes, c'est quasiment la définition de la littérature prolétarienne. Des écrivains issus du prolétariat, et évoquant le prolétariat dans leurs livres.

GM: Je dis exactement ça. Au fond, je fais exactement ce que Faulkner a résumé par cette formule: « Je parle du timbre-poste sur lequel j'ai vécu ». Eh bien, moi, je parle aussi de mon timbre-poste du 20^e arrondissement au xx^e siècle.

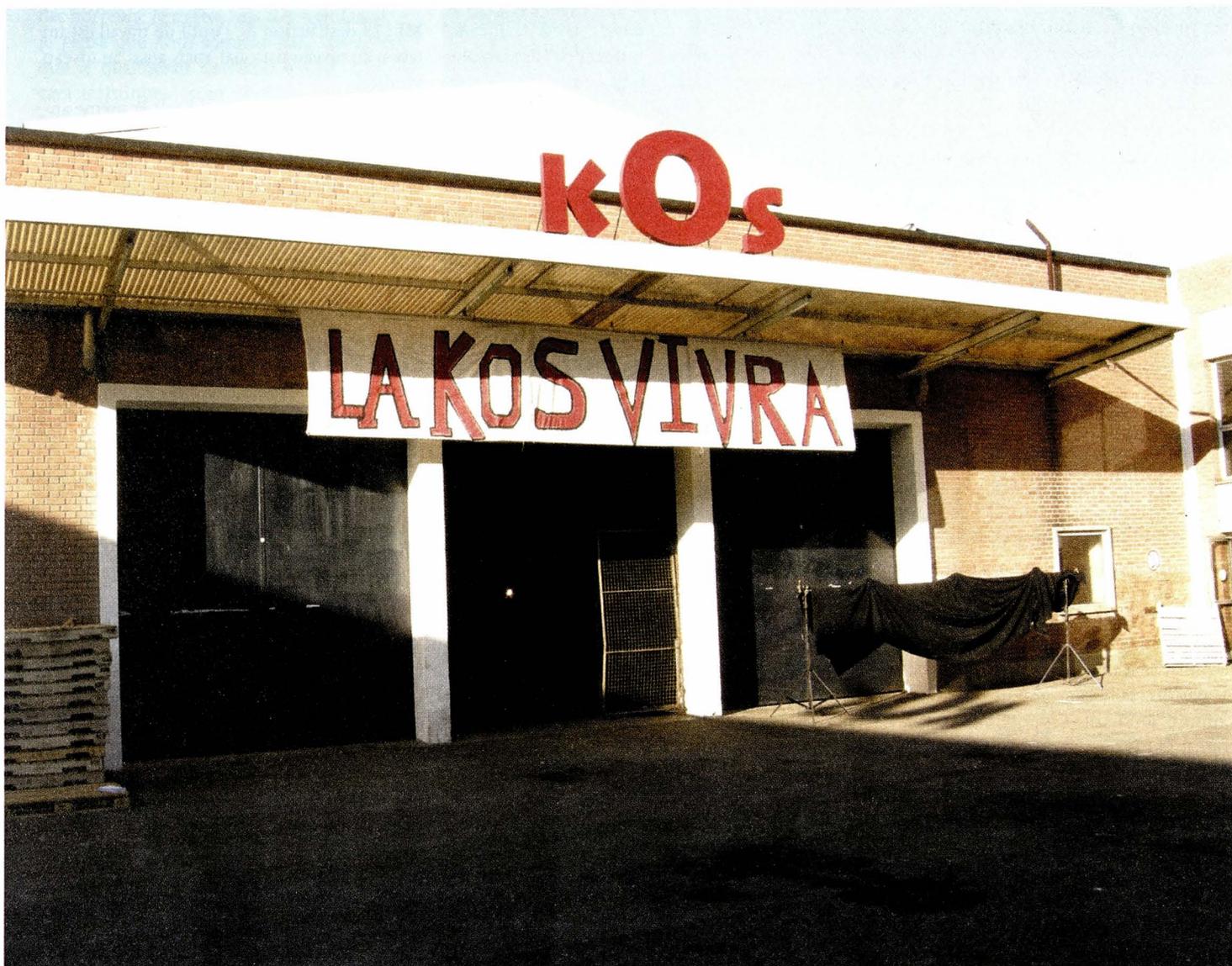
ML: Donc c'est vraiment la même fuite, ton travail...

GM: Disons que je vois une très grande cohérence dans l'ensemble des travaux que j'ai pu faire dans cette perspective-là et, dirais-je, dans une perspective d'histoire critique de notre société contemporaine, que ce soit à travers le discours patronal, ou le discours stratégique dans *La Forteresse assiégée*, ou le discours religieux à travers l'ensemble des films sur l'origine du christianisme. Mais il y a une perspective critique tout aussi profonde dans mes romans, que ce soit à quoi pense Walter? sur la montée de

l'extrême-droite, ou *L'Attraction universelle*, ou plus récemment *Les Vivants et les Morts* ou *Notre part des ténèbres*. Même si elle s'exprime parfois avec talent, on peut faire deux gros tas de la littérature française: d'un côté, les otages. Otages d'une mode, d'une idéologie, de je ne sais quoi. Et puis, de l'autre côté, les Bernard l'ermite, c'est-à-dire ceux qui investissent un genre, le genre policier, le genre roman d'aventures, le genre biographique, etc. et placent là-dedans leurs petites fictions. Or, pour moi, la tâche fondamentale d'un écrivain est de parler du réel, c'est-à-dire de ce qui ne va pas. Il y a un petit apologue juif qui a toujours fait ma joie: c'est l'histoire d'un juif très riche qui, tous les jours, se regarde dans la glace, et se trouve toutes les qualités, jusqu'au jour où le tain s'efface. Alors il voit le monde tel qu'il est, avec ses violences, ses duretés, ses horreurs, etc. C'est cela la tâche de l'écrivain. De mon point de vue, je préfère voir ce monde-là, plutôt que me regarder dans un miroir.

ML: Et là, tu es en train de tourner un film. Comment passes-tu du stylo à la caméra, d'un genre à un autre... Es-tu ce que l'on appelle un curieux?

GM: S'il y a une chose qui me concerne, et de façon très large, je dirais que c'est l'écriture. J'ai



souvent pensé que Zola, qui était un très bon photographe, s'il vivait aujourd'hui aurait été un excellent cinéaste. Il n'y a aucune raison de se priver d'un moyen d'écrire qui est à notre portée, et le cinéma ou la télévision sont des moyens d'écrire. Pour moi, il y a une sorte de va et vient permanent entre mes travaux littéraires et mes travaux cinématographiques. Je reprends cette très belle formule de Mallarmé qui, de la danse et de la poésie, disait qu'elles « s'allumaient de feux réciproques ». Pour moi, la littérature et le cinéma s'allument de feux réciproques. Évidemment, il y a aussi la curiosité, mais à la base de cette curiosité il y a presque toujours de l'indignation et de la colère. Le réel n'existe pas. Aussi, écrire, aujourd'hui, sur le monde du travail tel qu'il est, tel que nous le vivons, tel que nous pouvons le voir tous les jours, c'est un geste politique. Parce qu'on voit bien qu'à travers toutes les suppressions d'emplois, qui sont malheureusement devenues aujourd'hui notre quotidien, ce qu'on tue, c'est bien plus important et bien plus grave que « simplement » - l'adverbe est déplacé - la perte financière...

ML: La dignité...

GM: Bien entendu la dignité des gens, mais aussi un savoir, comme si le travail n'était plus que les travaux déqualifiés dont on veut nous faire la promotion. Pas du tout! On perd un savoir, on perd



une mémoire, on perd des relations sociales, donc à la fois réellement et métaphoriquement, c'est une mort. Cela signifie aussi que l'histoire de ces individus, aujourd'hui licenciés en masse, ne compte pour rien et, encore plus douloureusement, qu'elle n'a jamais compté, qu'elle n'a aucune importance. Or, en écrivant *Les Vivants et les morts* ou *Notre part des ténèbres*, ou *Notre action universelle*, j'avais quand même le sentiment de restituer cette histoire à ceux dont on voulait les priver, et c'était une chose essentielle pour moi. C'est vraiment en cela que mes romans et mes films sont à mon sens des gestes politiques, parce que rendre cette histoire aux individus, c'est leur rendre comme tu l'as dit non seulement leur dignité, mais plus que cela, c'est les conforter dans l'idée qu'on peut transformer le monde, que la chose n'est pas écrite d'avance et que contrairement à ce que disent les philosophes américains, l'Histoire n'est pas finie et le capitalisme n'est pas le stade ultime de l'organisation humaine.

ML: Les gens qui travaillent en usine, pour avoir discuté avec certains d'entre eux, se reconnaissent tout à fait dans les personnages, et parfois saisissent mieux les situations. Comme le disait Kropotkine, si l'ouvrier connaissait la science de son malheur, il aurait tôt fait de comprendre comment il faut faire pour se libérer. Dans tes œuvres littéraires, il y a l'histoire mais également le démontage du mécanisme de l'oppression. Tu ne te gênes d'ailleurs pas pour critiquer les réponses apportées par les institutions, par exemple les syndicats. Et souvent on retrouve des positions qui, malheureusement, sont celles de la vie actuelle: la collaboration, le désespoir, la manière de canaliser les révoltes ouvrières vers l'échec...

GM: Ou vers le consensus. C'est là que le roman est pour moi un outil irremplaçable. Quels sont nos véritables espaces de liberté? Au niveau de la presse, on peut dire que son immense majorité est assujettie à de grands groupes industriels liés à l'armement, au bâtiment, à la finance. L'information, si elle n'y est pas censurée, est en tout cas très sévèrement contrôlée. Donc l'espace de liberté est quasiment inexistant. Sur le plan cinématographique ou télévisuel, les sommes en jeu et la tradition française bourgeoise, petite-bourgeoise, etc. font qu'on ne peut guère aborder ces questions sociales. Je suis la fameuse exception qui confirme la règle, d'habitude c'est Ken Loach, cette année c'est moi.

ML: Dans tes romans, *Les Vivants et les morts* par exemple, tu t'attaques à des tabous. Les ouvriers s'en prennent à leur outil de travail... Dans le roman suivant, *Notre part des ténèbres*, tu vas encore plus loin, les ouvriers décident de passer à l'offensive. Tu avais projeté d'adapter *Notre part des ténèbres* au cinéma. Te permettra-t-on de montrer aux ouvriers qu'on peut s'attaquer à d'autres tabous, comme par exemple la soumission?

GM: Si on ne me le laisse pas faire, la réalité se chargera de rappeler sa force à ceux qui tenteront de l'en empêcher. J'ai commencé à écrire *Notre part des ténèbres* alors que je n'avais pas terminé *Les vivants et les morts*. Parce que, soudain, j'ai eu le sentiment que je retardais. Parce que, justement, le fait que des ouvriers s'attaquent à leur outil de travail, cela devenait presque banal. Chaque jour, les journaux amenaient de nouvelles affaires. Ici on avait brûlé des bureaux, là on avait menacé de mettre de l'acide dans la Meuse, ailleurs on allait tout faire sauter... Je me suis alors dit, la marche suivante sera de s'en prendre aux personnes.

ML: La destruction de l'outil de travail est un tabou au niveau patronal, mais aussi au niveau syndical.

GM: Surtout au niveau syndical! Et même au-delà, au niveau des ouvriers...

ML: Parce que le sabotage n'est pas une pratique ouvrière, en vérité.

GM: C'est une question morale.

ML: On est fier de son outil de travail.

GM: Absolument. Quand je disais tout à l'heure que le travail est aussi un savoir, cela représente quelque chose. Et on ne brise pas les choses que l'on entretient... Pour moi, c'était le symptôme d'un désespoir absolument extraordinaire. Quand on en vient à de telles extrémités, c'est véritablement la dernière marche avant le suicide.

ML: Tu n'es pas rassurant, car c'est ce qu'il se passe aujourd'hui dans la société. Et parallèlement, des lois autoritaires se mettent en place, on nous parle de terrorisme, et les syndicats qui ne font que du syndicalisme - je songe à la lutte autour de la gare Saint-Lazare - ont été taxés quasiment de terroristes. Il y a un glissement du vocabulaire, des mots...

GM: On a entendu parler dernièrement de séquestrations, ça m'a beaucoup fait rire et en même temps le mot m'a choqué. Un journal anglais, commentant les événements, a parlé de « retenues » en disant avec beaucoup d'humour qu'« un peu de retenue ne nuit pas »! puisqu'il montrait, chiffres à l'appui, que dans les luttes où l'on avait retenu les dirigeants, les ouvriers avaient finalement obtenu davantage que ceux qui ne l'avaient pas fait! Bien entendu, il y a une criminalisation de toute l'action revendicative. Quand on montre les grèves de la SNCF ou de la RATP, on « prend en otage » les voyageurs. En fait, ils sont surtout pris en otage par la télé.

ML: Et les véritables terroristes sont ceux qui licencient...

GM: C'est une évidence. La violence patronale s'exprime de façon de plus en plus forte aujourd'hui. Certaines choses ont beaucoup changé. Au moment où nous avons tourné *La Voix de son maître*, c'était en 1976-1977, dans toutes les entreprises il y avait un chef du personnel. Au moment où le film est sorti, en 1978, ils étaient devenus « directeurs des ressources humaines ». On était passé du personnel à la ressource, c'est-à-dire que l'individu en tant qu'être, simplement, n'existait plus. Il était devenu une ressource, il est aujourd'hui devenu une « variable d'ajustement ».

ML: On n'a plus de métier, on a des « compétences »

GM: Voilà. Ça, c'est vraiment une violence inouïe, je trouve, vis-à-vis des personnes. C'est d'autant plus troublant quand on sait que le terme « directeur des ressources humaines » était, dans le grand livre sur le vocabulaire nazi, la désignation banale des chefs des camps de concentration. Bien entendu, ce concept n'a pas été repris de là, mais il a été redéfini pour parler du monde du travail alors qu'il avait été inventé pour parler de l'horreur



des horreurs. Je trouve cela très significatif. Je pense que nous sommes dans un système que je qualifierais de facho libéral, dont les caractéristiques sont vieilles comme le monde: dur avec les faibles, faible avec les durs. Effectivement, on peut avoir le sentiment qu'actuellement, le gouvernement et les forces qui le soutiennent, espèrent, consciemment ou inconsciemment, un développement des mouvements sociaux de sorte à pouvoir procéder à une reprise en main autoritaire. Les deux vraies questions qui se posent derrière tout ça, c'est d'abord la question de l'égalité. La liberté, on peut avoir une idée de ce que c'est, la fraternité on voudrait bien que ça existe, mais l'égalité est une notion qu'on tend à disqualifier, parce qu'on glisse de l'égalité à l'égalitarisme, que l'on confond avec le stalinisme, etc. Ce n'est pas ça du tout. L'égalité, c'est pouvoir exercer les droits qui sont reconnus. Or aujourd'hui, les conditions sociales font qu'une majorité de la population, qui théoriquement jouit des mêmes droits que les autres, est incapable, à cause de sa situation sociale, d'exercer ses droits. Elle reste dans un état de sujétion absolue à l'autre partie, qui est l'État. Et c'est la deuxième question que je pose. Or, la question de l'État est une question qui s'est posée en 1789, et qui se pose encore plus cruellement aujourd'hui.

ML: Les anarchistes, eux, ont réglé le problème radicalement. Ils disent d'abord qu'il ne peut y avoir d'égalité de droits s'il n'y a pas d'égalité économique. Donc, il ne peut y avoir d'égalité dans un système capitaliste. Quant à la question de l'État, les anarchistes renoncent à croire en un régime basé sur la démocratie parlementaire. Je sais que ton point de vue est différent, mais que penses-tu de l'avancée considérable des idées anarchistes, dont s'emparent des tas de gens déçus par les propositions marxistes ou parlementaires, qui estiment que la droite et la gauche c'est pareil...

GM: Je pense être marxiste en tant que lecteur de Marx. Je n'ai jamais été communiste en tant que membre du Parti communiste, je n'ai d'ailleurs jamais adhéré au parti communiste. Lorsqu'on lit les analyses de Marx, notamment sur la Révolution de 1848 (j'ai d'ailleurs fait un petit article sur la question), on s'aperçoit qu'il pourrait presque parler de la situation contemporaine. C'est extraordinaire. Ce qui est terrible, j'en conviens, c'est cette idée que la gauche et la droite sont équivalentes, comme si c'était la même chose. Parce que, malheureusement, il y a une sorte de faillite hallucinante des partis de gauche, et notamment du parti qui est le plus représentatif, le Parti socialiste où la différence avec les partis de droite est très difficile à faire.

ML: Oui, enfin ne perdons pas de vue l'économie de marché. Il y a d'un côté ceux qui sont exploités, et de l'autre ceux qui exploitent. À partir du moment où les « socialistes » optent pour l'économie de marché, cela devrait logiquement être un parti de droite.



GM: C'est pour cela que je parle régulièrement de l'UMPS.

ML: Mais c'est quoi la gauche, actuellement? Où est-elle?

GM: Il y a d'abord le problème de syndicats, qui ne sont plus du tout dans une perspective de revendication, mais dans une perspective d'accompagnement. Ce n'est même pas de la cogestion puisqu'il n'y a rien à gérer. Ensuite, le problème qui, pour moi, est à la source de la faillite des partis de gauche, c'est la question salariale. Si l'on observe la crise dans laquelle nous vivons actuellement, à l'origine il y a le salaire. Aux États-Unis, comme en Europe, et partout ailleurs, les salaires étaient si bas que les banquiers ont inventé, pour contourner la faiblesse des revenus des personnes, un système de crédit qui crée un nouveau bien: le contrat qu'ils vendaient à ces gens, contrat qui comme les pantalons à une jambe n'était fait que pour être vendu et revendu, jusqu'au moment où l'on s'est aperçu que cela reposait sur des biens qui n'avaient pas leur valeur supposée et qui ne servaient qu'à vendre et à revendre. Donc le salaire est le problème central. Sans penser qu'on puisse d'un seul coup transformer le monde pour que chacun ait selon ses besoins, au moins on ne peut ignorer que, sur ce plan-là, il y a un écart terrible et scandaleux entre les salaires les plus faibles et les salaires les plus hauts. Tiens, une belle référence: au moment du Traité de Rome, l'écart était de 1 à 6. Je crois qu'il est aujourd'hui de 1 à 800. Cela s'appelle la paupérisation. La gauche est incapable de mener le combat sur le terrain des salaires, et sur un autre point qui à mes yeux est très important: le problème des services publics. Dans cette société qui est la nôtre, où l'on peut supposer qu'il y ait des salaires moins importants que d'autres - ne soyons pas totalement rêveurs - il faut, pour que la vie soit possible, qu'il y ait des services publics puissants, qui améliorent la vie des gens.

ML: Et je reviens à ma question, elle est où, la gauche?

GM: Tu sais où je la trouve, moi, la gauche? Je la trouve, en réalité, dans le travail des associations. Je trouve que la gauche s'exprime parfaitement dans Réseau et éducation sans frontières, dans Droit au logement, dans le mouvement que nous avons mené avec d'autres cinéastes pour les immigrés, etc.

ML: Les luttes qui ont marché en Guadeloupe n'ont pas été menées par les institutions habituelles, c'est-à-dire les syndicats, mais par des collectifs que les syndicats ont été obligés de rejoindre. Cela signifie que l'outil syndical n'est plus représentatif, et s'ils sont coincés comme ils le sont aujourd'hui, c'est parce qu'ils savent très bien qu'en cas de mouvement social d'ampleur, la recomposition syndicale ne sera plus la même.

GM: Oui mais parce que, là aussi, les syndicats ont renoncé à penser politiquement le monde. Ils ne pensent qu'à l'intérieur de l'entreprise, et selon les problèmes de l'entreprise. Plus que jamais, les syndicats devraient avoir un discours politique sur notre capacité à transformer la société, dans ses rapports à l'intérieur même des entreprises, et évidemment au-delà.

ML: Mais c'est de l'anarcho-syndicalisme!

GM: Eh, je n'ai pas été ouvrier imprimeur pour rien! C'est, je pense, ma vraie famille d'esprit...

ML: Tes projets?

GM: Je vais finir le tournage des Vivants et les Morts fin juillet et je serai en montage jusqu'en janvier 2010. Ce sera une série de 8 épisodes de 52 minutes chacun.

Et puis, promis juré, je serai au Salon du livre anarchiste de Merlieux en septembre prochain!

Sur l'Union autonome des ouvriers de Pékin

Narration assortie de banalités élémentaires sur le syndicalisme chinois

(Partie 1/3)

Angel Pino

LE TEXTE QU'ON VA LIRE est celui d'une communication qui fut présentée, en 1999, au colloque organisé par la CGT-FO à l'occasion du dixième anniversaire des événements de la place Tian'anmen¹. En toute logique, ce n'est pas moi, mais Han Dongfang, un des fondateurs de l'Union autonome des ouvriers de Pékin, qui aurait dû traiter de ce thème. Mais Han Dongfang ne voulut pas prendre le risque de quitter Hong Kong, où il était réfugié et où il vit encore aujourd'hui, de crainte de n'y plus pouvoir revenir. Han Dongfang dirige le *China Labour Bulletin*, et anime une émission sur Radio Free Asia, qui émet à destination du continent.

Deux précisions:

- En 2001, la loi chinoise sur les syndicats a été modifiée, mais rien dans les amendements apportés ne remet en cause ce que je dis ici des versions précédentes².

- Le représentant en France du *China Labour Bulletin*, Cai Chongguo, vient de faire paraître un livre sur le sujet qui nous intéresse, et dont je ne saurais que recommander la lecture: J'étais à Tian'anmen³.

JE PROFITE DE L'ABSENCE de Han Dongfang – qui est un des fondateurs de l'Union autonome des ouvriers de Pékin – pour traiter de cette question, que je n'aurais pas eu l'impudence d'aborder en sa présence. Mais j'espère bien faire mentir la maxime anglaise qui veut que l'histoire soit quelque chose qui n'a pas eu lieu raconté par quelqu'un qui n'était pas là.

Sur l'Union autonome des ouvriers de Pékin, j'ai publié en 1990, à chaud, une longue étude, sans doute l'une des premières sur ce chapitre [Pino 1990]. J'y retraçais sa genèse, en me fondant sur les documents

émanant de l'Union elle-même que j'avais pu rassembler à ce moment-là (vingt et un tracts et déclarations portant son sceau⁴) et sur le témoignage d'un de ses anciens responsables, qui avait réussi à quitter clandestinement la Chine et vivait réfugié à Paris [Yue Wu 1989a et 1989b]. J'ai découvert plus tard deux textes supplémentaires⁵, lesquels, toutefois, n'ajoutent rien qu'on ne sût déjà, et je signale que des recherches subséquentes sont venues compléter notre connaissance, qui reposent, elles, sur des entretiens menés avec un échantillon plus large d'acteurs [Walder et Gong 1993; Leung 1998].

Je me propose de résumer quelques-uns des éléments contenus dans cette étude, en les complétant par les informations qui me sont arrivées par la suite. Avant cela, il n'est pas inutile de rappeler quelques banalités élémentaires sur le syndicalisme en Chine.

La Constitution chinoise, la quatrième en date (elle a été adoptée en 1982), pas plus que les trois précédentes, ne fait nulle part mention de la liberté syndicale, le législateur estimant que celle-ci entre dans le cadre plus global de la liberté d'association, laquelle est reconnue aux citoyens chinois au même titre que les autres libertés d'action ou d'expression: parole, presse, réunion, cortège et manifestation (art. 35)⁶. Nonobstant, la liberté syndicale, autant que les libertés d'action ou d'expression, est interprétée en l'occurrence dans un sens fort singulier, comme on va le constater.

La liberté syndicale est formellement garantie en Chine par une loi de 1950 qui était toujours en vigueur lors des événements de la place Tian'anmen [Lois et règlements sur le travail 1950] et qui a depuis été remplacée par une deuxième loi, datant de 1992 [Morin et Pairault 1997]. Mais par liberté syndicale on



conçoit en Chine la liberté de s'affilier ou de ne pas s'affilier au syndicat officiel, et la liberté de s'en retirer, rien de plus. Et il faut de surcroît relativiser cette liberté :

1- La liberté d'adhérer, tous n'en jouissent pas automatiquement, à commencer par « les personnes déchues de leurs droits politiques pour infraction grave à la législation pénale du pays » [Code pénal de la République populaire de Chine, sec. 7, chap. 3, première partie], ceux qu'on regroupait jadis sous l'étiquette infamante d'« infime minorité des réactionnaires » [Statuts de la Fédération des syndicats de Chine » 1978].

2- Dans la mesure où le syndicat gère les fonds de l'assurance travail et des œuvres sociales, ne pas s'inscrire au syndicat équivaut à se priver délibérément de divers avantages, ou à ne bénéficier que d'avantages réduits. C'est aussi renoncer par avance aux promotions professionnelles⁷.

En revanche, cette liberté syndicale n'est aucunement la liberté de choisir son syndicat, car il n'existe en Chine qu'un seul syndicat, le syndicat officiel :

1- La loi de 1950 disposait que toute organisation syndicale devait être approuvée par la Fédération des Syndicats de Chine (art. 3) sous peine de se voir dénier le nom de syndicat ouvrier (art. 4) [Lois et règlements sur le travail 1950]; et celle de 1992 stipule qu'il ne saurait y avoir qu'« un organe national unique » (art. 12) [Morin et Pairault 1997].

2- La Chine, bien qu'elle en soit membre, n'a pas ratifié deux conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les droits de l'homme dans le monde du travail parmi les plus importantes : la convention n° 87 (1948) relative à la liberté syndicale et à la protection du droit syndical; la convention n° 98 (1949) touchant au droit

d'organisation et de négociation collective. Conventions dont elle se devrait malgré tout d'assurer le respect, ce qui n'est pas le cas (et la CISL, la Confédération internationale des syndicats libres, a déposé à ce sujet plusieurs plaintes contre la Chine auprès de l'OIT)⁸.

Conséquence de cette approche restrictive de la liberté syndicale, toute velléité d'entamer le monopole que détient le syndicat officiel a sans cesse été impitoyablement combattue, au nom... de la liberté syndicale.

Par ailleurs, la liberté syndicale, au sens chinois de la formule toujours, c'est la liberté de se livrer à une certaine forme de syndicalisme, un syndicalisme de type « soviétique » [Lowit 1971] : outre la gestion des fonds de l'assurance travail et des œuvres sociales, le rôle du syndicat se borne à compléter l'action de la direction dans les entreprises, en imposant la discipline au travail et en relayant les mots d'ordre pour l'accroissement de la productivité. Plus généralement, et conformément au principe de l'« étatisation des syndicats », que les Chinois ont emprunté aux Soviétiques et qui subordonne les syndicats au Parti, les syndicats, à l'instar de toutes les ainsi nommées « organisations sociales », sont une « courroie de transmission » du Parti vers les masses, une « école du communisme », pour reprendre le jargon léniniste [Harper 1969].

C'est flagrant en ce qui concerne la pratique de la grève : la liberté de grève, introduite dans la Constitution de 1975 (la deuxième), « à la demande expresse du président Mao », et maintenue dans celle de 1978 (la troisième), a été supprimée de la Constitution de 1982, celle, donc, qui est appliquée actuellement [Tsien 1983]. Encore le droit de grève, quand il figurait dans la Constitution, était-il dûment limité, voire carrément refusé dans certaines circonstances

(notamment si son exercice devait aboutir à la paralysie des services publics, eau, gaz, électricité, etc.) [Tsien 1979]. Et si la loi de 1992 sur les syndicats envisage néanmoins la grève, c'est strictement sous la forme de « grève sauvage » ou de « grève perlée » (art. 25) – cette dernière forme étant du reste tenue pour du sabotage. Quant au Code du travail de 1994, les différends au sein de l'entreprise ne sauraient, selon lui, que se régler par la conciliation ou l'arbitrage, face à un comité composé de représentants des services administratifs du Travail, des syndicats et des employeurs, ou devant la justice (Sect. X) [Morin et Pairault 1997]. En bref, le législateur évince a priori la grève du champ des conflits industriels, et si une grève éclate, elle ne saurait de toute manière être conduite par le syndicat: le syndicat n'est pas là pour interrompre la production mais au contraire pour assurer sa continuité coûte que coûte.

A. P.

(à suivre)



1. Chine et Syndicats, Actes du colloque organisé le 18 juin 1999, Force Ouvrière, Paris, 2002.

2. Voir Zheng Aiqing, Libertés et Droits fondamentaux des travailleurs en Chine, L'Harmattan, Paris, 2007.

3. Cai Chongguo, J'étais à Tian'anmen, L'Esprit du temps, 2009. Avant cela, il avait publié Chine, l'envers de la puissance (Mango, 2005).

4. Les premiers furent traduits [Pino 1990] d'après la version chinoise établie par la revue Shiyue pinglun [Critique d'octobre], revue d'obédience trotskiste paraissant à Hong Kong, dans un recueil de matériaux des événements du printemps 1989 [Zhongguo minyun yuan ziliao jingxuan 1989]. Je signale que les publications de l'Union autonome, et plus généralement celles qui se rapportent à la condition ouvrière, ont été réunies ensemble [Gongren qilai le 1990], et qu'un tract absent des deux anthologies qui viennent d'être mentionnées a été repris ailleurs [Tian'anmen yijiubajiu 1989].

5. J'en donne la traduction à la fin de cette communication.

6. Révisée en 1999 (elle avait déjà subi entretiens de très légères modifications, en 1988 et en 1993), la Constitution de 1982 est restée inchangée sur ce point.

7. Au moment des événements de la place Tian'anmen, la Fédération panchinoise des syndicats revendiquait quelque 90 millions d'adhérents (ils seraient aujourd'hui 130 millions), pour l'essentiel des ouvriers urbains, soit un taux de syndicalisation de 89,7 %.

8. Dans le même ordre d'idée, la Chine a signé le Pacte des Nations unies relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, sans pour autant le ratifier, et moins encore le mettre en œuvre, du fait d'une réserve émise à propos de l'article 8, qui concerne précisément le droit d'organiser des syndicats et le droit de grève.

Bibliographie

Gongren qilai le – gongren zizhi lianhe hui yundong yijiubajiu [Les Ouvriers se sont levés: le mouvement de l'Union autonome des ouvriers de 1989] [1990], Centre d'éducation syndicale de Hong Kong.

Harper Paul [1969], « The Party and the Unions in Communist China », The China Quarterly, Londres, n° 37, janvier-mars, pp. 84-119.

Leung Trini W. Y. [1998], « S'organiser pour défendre ses droits: contestations ouvrières en Chine dans les années 1990 », trad. de l'anglais par Guillaume Wojazer et Nicolas Becquelin, Perspectives chinoises, Hong Kong, n° 48, juillet-août. (Repris ici même, pp. 123-163.)

Lois et règlements sur le travail en République populaire de Chine [1957], éditions en langues étrangères, Pékin.

Lowit Thomas [1971], Le Syndicalisme de type soviétique: l'URSS et les pays de l'Est européen, Armand Colin, coll. « Sciences sociales du travail », Paris.

Morin Alexandre et Pairault Thierry [1997], La Chine au travail, vol. I (Les sources du droit du travail), Expert comptable media, Paris.

« Statuts de la Fédération des syndicats de Chine » (21 octobre 1978), Pékin information, 1978, n° 49, p. 6.

Pino Angel [1990], « Les Ouvriers de Pékin ont commencé à s'organiser: notes pour servir à l'histoire de l'Union autonome des ouvriers de la capi-

tale », in Huang et Pino [1990], pp. 81-124. Sidane Victor [1981], « Les Aspirations à la création de syndicats libres », La Bataille sociale, Paris, juin, p. 14.

Tian'anmen yijiubajiu [Tian'anmen 1989] [1989], ouvrage compilé par la rédaction du Lianhe bao.

Tsien Tche-hao [1979], L'Empire du milieu retrouvé: la Chine populaire a trente ans, Flammarion, coll. « Aspects de l'Asie », Paris.

Tsien Tche-hao [1983], La Chine: Constitution de 1982 et institutions, La Documentation française, « Notes et études documentaires », Paris, nos 4741-4742, 22 novembre.

Walder Andrew G. et Gong Xiaoxia [1993], « Workers in the Tiananmen Protests: The Politics of Beijing Workers Autonomous Federation », The Australian Journal of Chinese Affairs, n° 29, janvier, pp. 1-29.

Yue Wu [1989a], « Aucun ouvrier chinois n'a jamais usé d'une seule arme », propos recueillis par Huang San et Angel Pino, Le Monde, Paris, 1er septembre, p. 8.

Yue Wu [1989b], « Entretien avec Yue Wu, vice-commandant en chef de l'Union autonome des ouvriers de Pékin », propos recueillis par Angel Pino, FO Hebdo, Paris, n° 2009, 11 octobre.

Zhongguo minyun yuan ziliao jingxuan [Choix de documents originaux relatifs au mouvement démocratique chinois] [1989], vol. 1 (25 juin) et vol. 2 (novembre), Shiyue pinglun chubanshe, Hong Kong.

Motions du 66^e Congrès de la Fédération anarchiste

Besançon, les 30, 31 mai et 1^{er} juin 2009



Vitaminons les luttes !

La Fédération anarchiste réunie à Besançon à l'occasion de son soixante-sixième congrès les 30, 31 mai et 1^{er} juin 2009 tient à réaffirmer son engagement révolutionnaire en vue d'une rupture avec tous les systèmes fondés sur l'exploitation et la domination, qu'ils soient politiques, économiques, ou sociaux.

Nous subissons depuis plusieurs mois les conséquences d'une crise qui a accéléré les effets dévastateurs du capitalisme financier. Elle a eu pour effet d'entraîner avec elle une nouvelle et violente phase de désindustrialisation générant une accentuation de la précarisation et de la paupérisation des classes laborieuses. Il est visible qu'à l'occasion de cette « crise » les capitalistes en profitent pour se restructurer, se redéployer, et ainsi faire perdre leur système d'oppression, éventuellement en cherchant à nous rendre acceptable l'idée d'un capitalisme vert. Il en va de la défense de leurs intérêts.

Face à cette situation, le mouvement social a jusqu'à présent été atomisé à l'extrême; cependant les conflits sociaux se multiplient, prennent une tonalité de plus en plus radicale, mais la jonction des luttes ne s'opère que dans le cadre sclérosant des journées d'action étroitement contrôlées dans leur déroulement et leur calendrier par les hiérarchies des centrales syndicales institutionnalisées. Pourtant la pers-

pective d'une action d'ampleur décisive pourrait se dessiner au regard des événements récents: grèves et actions de résistance en Guadeloupe, en Martinique ou encore sur des sites industriels comme ceux de Caterpillar à Grenoble, Continental à Clairoux et Goodyear à Amiens...

Les services publics, de plus en plus menacés par la privatisation, ont connu de fortes mobilisations, que ce soit dans la santé contre la loi Bachelot, dans l'université contre les décrets Pécresse et la LRU, à La Poste, à GDF... Mais ces mouvements n'ont pas connu de développements immédiats, pas plus que les importantes journées d'action des 29 janvier et 19 mars qui demeurent sans lendemain et sans perspectives.

La Fédération anarchiste estime que ces mouvements pourraient être de nature à créer les conditions d'un mouvement social d'ampleur, débouchant sur des pratiques d'action et de gestion directes significatives, telles qu'elles ont par exemple existé à Lip en 1972, en Argentine en 2002 ou au Mexique à Oaxaca en 2006. La Fédération anarchiste juge nécessaire leur généralisation et appelle ceux et celles qui y prendront part à ne pas se soumettre aux volontés des bureaucraties syndicales et politiques. Elle les invite à rejoindre ou à créer des collectifs interprofessionnels afin d'œuvrer à la convergence des luttes. Elle

appelle également à ne pas céder à l'illusion d'une résolution de la situation par les urnes et à développer des pratiques alternatives et anti-autoritaires. Par ailleurs, elle engage ses militantes et militants, et l'ensemble de la militance libertaire à relancer les liaisons d'entreprise ou de branche dans tous les secteurs où ils sont présents.

Motion contre l'enfermement

Tout anarchiste est contre l'enfermement, qu'il soit carcéral, psychiatrique, sexiste, raciste, homophobe, économique ou politique.

C'est pourquoi nous revendiquons l'abolition de la prison (motion du Congrès de Rouen, en 1988). Aucun enfermement n'est légitime. Par conséquent, nous refusons la distinction entre prisonnier politique et prisonnier de droit commun; ce qu'avaient fait les prisonniers en lutte des années 1980 en créant le concept de «prisonnier social»!

Tout prisonnier est politique, en raison des conditions psychologiques, sociales, ethniques, religieuses, économiques et politiques qui sont à l'origine de son enfermement.

La gestion de la délinquance et de la criminalité par l'enfermement est aussi une question de choix politique. C'est un crime d'État!

La prison doit être détruite. Elle a fait son temps. qu'elle crève!

Festival en Creuse



« Le documentaire social se distingue du documentaire tout court et des actualités de la semaine par le point de vue qu'y défend nettement son auteur. Ce documentaire social exige que l'on prenne position car il met les points sur les i. S'il n'engage pas un artiste, il engage au moins un homme. Ceci vaut bien cela. [...] Ce documentaire social devra nous dessiller les yeux. »
Jean Vigo (1905-1934)

EN PROGRAMMANT en continu, pendant une journée et une soirée, une série de films documentaires nous voulons proposer un moment fort permettant de créer une véritable dynamique de réflexion.

En revendiquant un point de vue clairement affirmé, le documentaire permet de faire apparaître une réalité qui, d'habitude, nous est cachée. Il favorise une démarche critique et l'émergence d'une conscience politique plus engagée.

À l'heure où les tenants du pouvoir nous imposent une pensée unique associée à une fausse bipolarisation politique, nous voulons partager nos interrogations, confronter nos dissidences. Indépendance politique et autonomie de pensée sont aujourd'hui une exigence sociale.

Les « élites » et les médias dominants nous affirment que la culture et la réflexion politique ne sont qu'urbaines. Rien n'est réservé à un territoire précis. C'est où l'on demeure, travaille... que l'on se doit d'agir.

2^e festival du documentaire politique et social en Creuse.

12 et 13 juin à Royère-de-Vassivière

Dernières nouvelles du Richistan

« RICHISTAN, A JOURNEY through the 21st Century Wealth Boom and the Lives of the New Rich » (Richard Frank, Piatcus) est un livre qu'on pourrait croire daté : il décrit en effet les efforts et les affres des nouveaux riches créés par la défunte et récente bulle. Comme on l'a cependant souligné, un milliardaire qui perd un quart, ou même la moitié de sa fortune, n'en est pas à la rue pour autant. Et un article du *New York Times* qui racontait que des gens qui touchent 150 000 dollars par mois sans travailler se sentent pauvres parce qu'ils en touchaient il y a peu 500 000, toujours sans travailler, a du mal, je ne sais pourquoi, à éveiller notre sympathie.

Donc, daté ou non, « Richistan » est une mine d'information sur les mœurs des gorgés. Tenez, au hasard, un conseiller en fortune privée raconte que, lorsque un milliardaire demanda à sa fille de onze ans ce qu'elle souhaitait pour son anniversaire, celle-ci répondit, à la stupeur paternelle : « un ticket pour un vol sur une compagnie régulière » Papa répondit « Mais, ma chérie, nous avons un jet tout à nous. _ Je sais bien, répondit le Petit Chaperon Doré, mais je voudrais aller dans un grand avion avec beaucoup de gens dedans. Je veux voir ce qu'il y a à l'intérieur d'un aéroport. » Admirons là l'empilement d'ironies. Car l'auteur de Richistan est un journaliste du *Wall Street Journal*. Sa conception du normal est donc de prendre l'avion deux fois par semaine, et de se plaindre que la « lounge classe affaires » était bondée. Délicate ironie pour le passager de Ryanair. Ironie plus délicate encore pour le chômeur qui ne vole plus, ou n'a jamais volé. Quintessence d'ironie pour les trois quarts de l'espèce humaine, pour qui un aéroport est une autre planète (à moins que, chance suprême et bonheur inégalé, on y décroche un poste de bagagiste en CDD !).

Toujours sur les milliardaires et leurs filles. Un milliardaire se plaint à d'autres milliardaires, lors d'une réunion d'un groupe de parole de milliardaires (non, je ne fabule pas : les alcooliques, les toxicos, les à-problèmes en tous genres ont leurs groupes de parole, vous ne voudriez pas en priver les milliardaires ?), que sa fille adolescente s'éloigne de lui. Solution suggérée par un autre milliardaire torturé : prendre son petit déjeuner du samedi

matin avec sa fille, juste elle. « Sa relation à sa fille en fut transformée. Il le raconta à la réunion suivante : il pleurait, l'homme qui lui avait donné le conseil pleurait, tout le monde pleura. Quel moment incroyable ! »

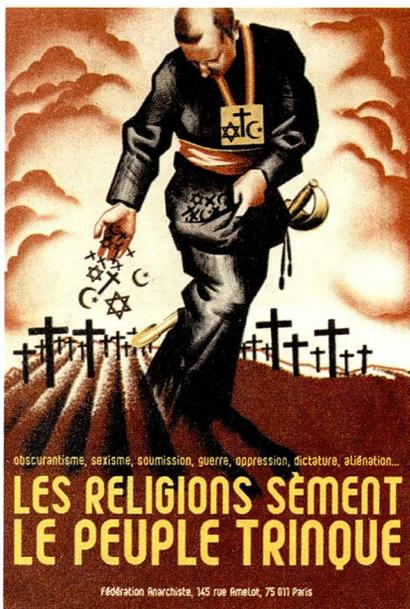
Un problème sévère pour les propriétaires de yachts : l'incurie des promoteurs immobiliers et des capitaineries des ports du monde. En effet, les marinas pour yachts et les ports de charmes ont été conçus pour des yachts de, maximum, cinquante mètres de long. D'où une injustice criante : les propriétaires de yachts de plus de cent mètres de long en sont réduits à garer leurs yachts dans les ports industriels, sous les grues manipulées par les dockers velus qui sentent.

Un interlude heureux. Monsieur veut célébrer le 35^e anniversaire de Madame. Une petite fête dont le homard, qu'elle adore, serait le thème. Mais le palace qui abrite la fête reçoit l'ordre d'ériger au bout de la pelouse, un grand mur. Car le mur recevra une fresque. Un requin (dont la tête ressemble à celle de Monsieur) poursuivant une sirène (dont la tête ressemble à celle de Madame).

Fleur de la fleur, crème de la crème : utiliser les services d'un majordome. Pas juste un vieux majordome à bajoues et sourcils imperperturbables, non un jeune majordome énergique, intelligent, capable de gérer les ressources humaines du foyer (les bonnes, et le chauffeur, et le cuisinier et...), capable de faire disparaître d'un coup de BlackBerry tous les soucis quotidiens. Bref un majordome diplômé par le Starkey International Institute of Household Management. Exemple de matières enseignées ? L'art d'ouvrir une porte quand on marche devant « le principal » (mot de code pour « l'employeur »), ou pour des invités, en face desquels on se trouve donc. Règle première : faire vite, mais pas si vite qu'on surprenne le bénéficiaire de l'ouverture. Et s'effacer sur-le-champ, en maintenant ses épaules parallèles à la porte. Il y a une géométrie à respecter pour fournir un service de qualité supérieure, monsieur.

Nestor Potkine

qui étudie soigneusement la géométrie du lien postérieur-orteils.



Affiche disponible à la librairie du Monde libertaire.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

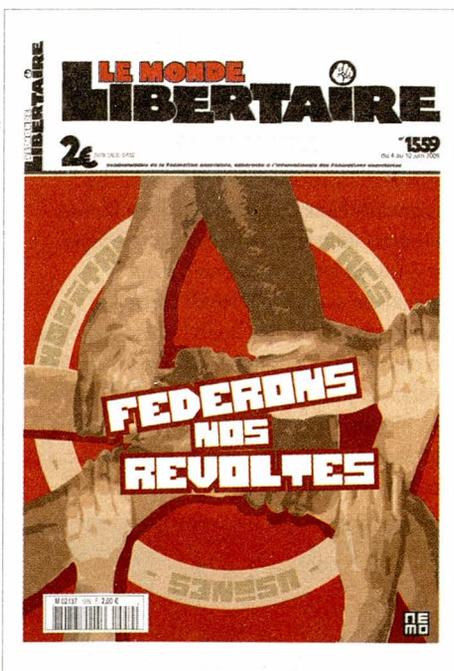
www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Hommage Jean Préposiet

JEAN DEVAIT INTERVENIR lors du colloque sur Proudhon que le groupe de Besançon organise à l'occasion du 66^e Congrès de la Fédération anarchiste et du 200^e anniversaire de l'anarchiste bisontin. Il devait intervenir sur l'anti-religion chez Proudhon. Il faut croire qu'un « dieu vengeur » ne voulait pas qu'il en soit question. Jean est décédé dimanche 17 mai.

Jean était un spécialiste de Spinoza qu'il a enseigné à l'université de Besançon. Il avait écrit une *Histoire de l'anarchisme*.

Son anarchisme n'est pas orthodoxe. C'est pour lui un aiguillon, une tentation, une nécessité, au sens de ce qui ne peut pas ne pas être. C'est pour cela qu'il fait remonter l'anarchisme à l'antiquité grecque en passant par les hérétiques et tous ceux qui ont combattu l'autorité pour un idéal de liberté, de plaisir et de bonheur. La force de l'anarchisme est de stimuler et, selon lui, l'anarchisme se perd s'il reste dans la théorie car son moteur est l'action.

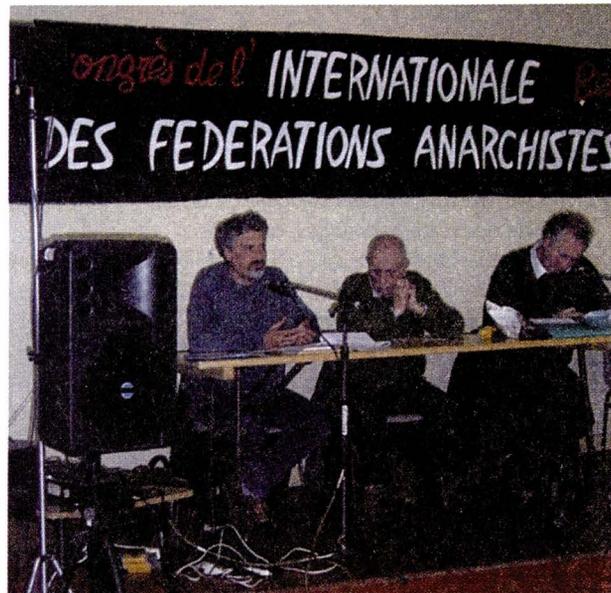
En fait, Jean nous propose une histoire des idées et des individus, une relecture même de l'Histoire, avec ses « prophètes », ses dates, ses symboles. Son anarchisme est une historiographie. Il nous fait découvrir des « mythes fon-

dateurs ». Il fait de l'anarchisme une philosophie, un art de vivre. Sous sa plume, dans ses mots, l'anarchisme devient une véritable culture.

Toutes nos pensées vont vers cet être cher que nous avons eu la chance de côtoyer souvent lors de ses passages à Besançon pour voir son fils, Bruno, militant du groupe Proudhon de la Fédération anarchiste.

Nous tenons à témoigner toute notre affection à sa femme et à sa famille, à ses amis et à toutes celles et tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Fred
groupe de Besançon

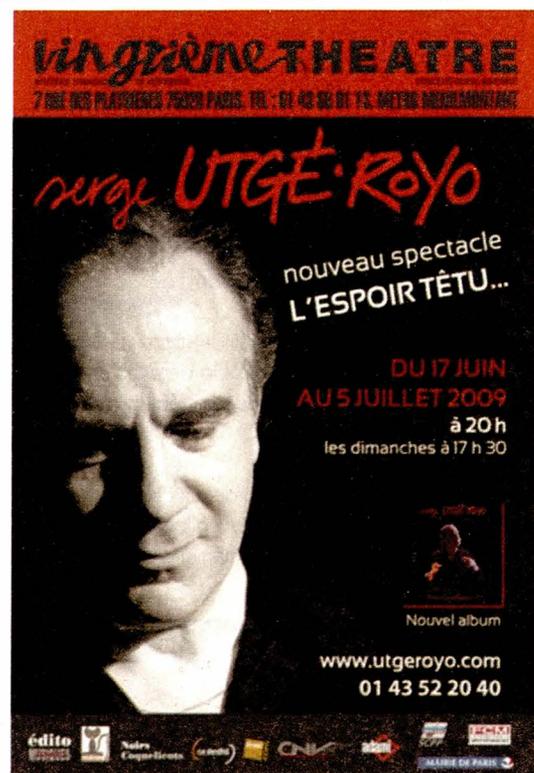


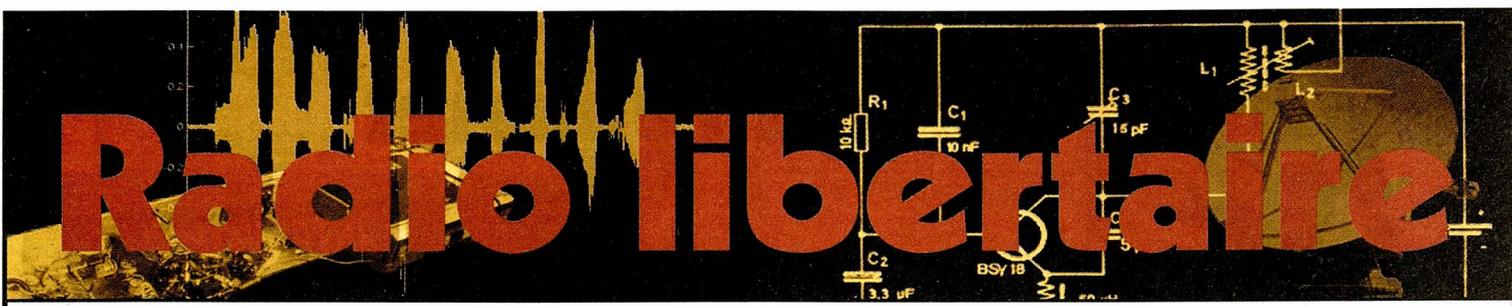
À BAS TOUTES LES RELIGIONS !



Autocollants disponibles à la librairie du Monde libertaire.

FEDERATION ANARCHISTE
federation-anarchiste.org





Radio libertaire

Jeudi 11 juin

Jus de rue (08 h 30) La parole aux gens de la rue
Revue de presse, reportages, actualités
sociales...

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de
l'actualité en direct.

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la
chanson et du spectacle.

Radio cortable (14 heures) La radio des enfants des
écoles d'Ivry-sur-Seine

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de
la semaine.

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de
l'Union Pacifiste. Le rapport « Cameroun »,
avec Clément Boursin de l'Acot France.

Vendredi 12 juin

Place aux fous (13 heures) Carte Blanche à Michel
Titin-Schnaider. Compositeur de musique
concrète.

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

Radio espéranto (17 h 30) Par l'association SAT-
Amikaro, pour la défense et la promotion de
la langue Espéranto.

Ca booste sous les pavés (22 h 30) Le HipHop à
l'honneur avec Effiello, Ness, César, DCC et
sans doute la Kbine, Miss Kaelly, du
freestyle.

Samedi 13 juin

Réveil Hip Hop (08 heures) Culture rap

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Et si
dieu avait créé la planète et la vie avec une
boulette de viande avariée. Le créationisme
avec Olivier Brosseau.

Chronique syndicale (11 h 30) Bordeaux et la
Commune (1870-1971), avec Jacques
Girault; Histoire d'un film, mémoire d'une

lutte (évoquant de films militants), avec
Tanguy Perron.

Chroniques rebelles (13 h 30) Invités : Serge Utgé-
Royo et Med Hondo, pour leur nouveau
spectacle « L'espoir têtue » (du 17 juin au 5
juillet au Vingtième Théâtre).

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la
chanson vivante.

Bulles noires (17 heures) Littérature noire BD et
polar.

Tribuna Latino Americana (19 heures) Actualité
politique de l'Amérique Latine.

Dimanche 14 juin

Gloss trouda, la voix du travail (08 heures) Émission
franco-russe.

Tempête sur les planches (14 heures) Actualité du
théâtre «Europeana» ! L'histoire du
vingtième siècle, racontée en musique, de la
création du papier hygiénique au gaz à
moutarde, du stalinisme au soutien-gorge.

L'heure Stratocaster (15 h 30) Du rock par des ados
Riffs et gros sons.

Échos et frémissements d'Irlande (18 h 30) Musiques
celtiques Invité : «The Keevaband», un
nouveau groupe de chant et musique
irlandais à Paris.

Lundi 15 juin

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible
de la pensée libertaire.

La santé dans tous ses états (18 heures) Actus de
Santé et politique. Animée par des militantes
et militants du groupe Pierre Besnard.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-
syndicalisme. La revue *Afriqué XXI*.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30)
reçoit le CIRC pour débattre de l'actualité
des drogues, avant la jonction du 18.

Mardi 16 juin

Le Parisien libertaire (8 heures) Retour non-exhaustif
et militant sur l'actualité parisienne.

Artracaille (11 heures) Actus de l'Art en marge.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur
l'anarchisme Textes historiques et actuels.

Les amis d'Orwell (16 heures) Actus de l'anti-
vidéosurveillance.

Pas de quartiers... (18 heures) Émission
surprise...Tous à vos galènes !

Paroles d'associations (19 h 30) Le collectif « Je ne
veux plus... » revient faire le point sur son
appel à la grève générale.

Émission spéciale (20 h 30) Antenne ouverte aux
auditeurs Tout va bien. Déjà des signes de
reprise. Vous n'y croyez pas ? Posez vos
questions à Pierre Concialdi et Serge
Halimi ! Ecoutez l'émission spéciale animée
ce soir par *La Pente du Carmel*.

Mercredi 17 juin

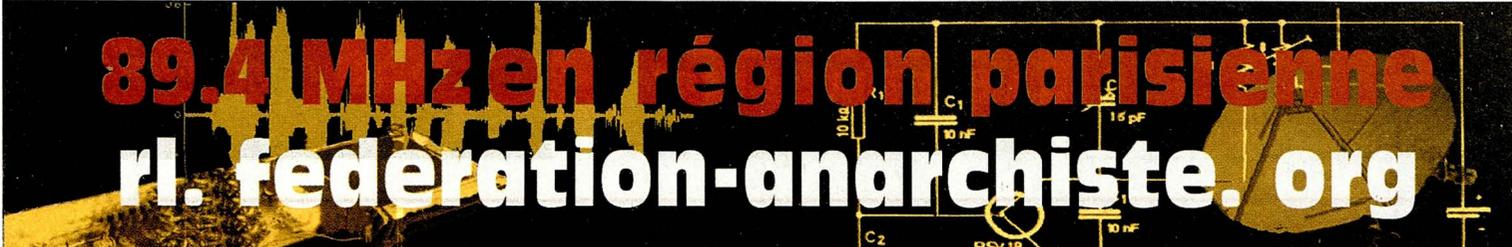
Court-circuit (09 h 30) Actus de philosophie, art et
politique.

Blues en liberté (10 h 30) Big Mama Thornton:
« Hound Dog », « Ball and Chain ».

Sans toit ni loi (12 heures) Sur les mallogés et la
précarité.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes
qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des
prisonniers Françoise Tétard, Claire Dumas
et Laëtitia Girard, pour la parution récente
de *Filles de justice - Du Bon-Pasteur à
l'Éducation surveillée (XIX^e-XX^e siècle)* et
Heures de France de Claire Dumas à propos
de ces filles abandonnées (vers la fin du XIX^e
- début XX^e) par leurs parents, cachées dans
des prisons et considérées comme
prostituées ou délinquantes tout en ne l'étant
pas.



89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Les 17, 18, 19, 20, 21 juin
puis les 26, 27 et 28 juin
puis les 3, 4, 5 juillet

Paris XX^e

À 20 heures et les dimanches à 17h30. Le prochain spectacle de Serge Utgé-Royo à Paris, intitulé *L'espoir têtu* se jouera au Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtrières, métro Ménilmontant ou Gambetta. Tarifs pour les porteurs de la carte de Radio Libertaire: 17 euros (au lieu de 22 euros). Chômeurs: 12 euros - RMI, RSA: 2 euros.

Du 20 mai au 17 juin

Laval (53)

Virginie peintre sculptrice et militante libertaire expose son travail au Queens'Bar à Laval, rue de Bretagne et à Javron-les-Chapelles.

Du 5 juin au 5 juillet

Paris X^e

Exposition « Le Monde libertaire expose ses dessinateurs » au café Le Delyss, 5, rue des Deux-Gares.

Jeudi 11 juin 2009

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Utopies en pratique. Les Communautés libertaires aux États-Unis. Présentation de Ronald Creagh, docteur es-lettres et sciences humaines, professeur émérite de civilisation américaine à l'université de Montpellier. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 12 juin

Lyon (69)

20h30. Spectacle de Danses orientales: Amel et les Almées, nous sommes tous des enfants d'immigrés. Salle Victor Hugo, 35, rue Bossuet, métro Masséna PAF 10 euros ou 8 euros. Avec le soutien de Radio Trait d'Union. Contacts: Manolo

0623233906, danseuseamel.com, manolo@danseuseamel.com

Paris XVIII^e

19h30. Conférence débat autour des transports gratuits et des mutuelles d'usagers de transports organisée par le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste. Au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette, Métro Blanche ou Abbesses. Entrée libre.



Samedi 13 juin

Saint-Jean-en-Royans (26)

Le groupe La Rue Rôle de la Fédération anarchiste vous invite à une soirée autour des textes de Gaston Couté, lus, joués, et chantés par la troupe des Colporteurs. Entrée libre (un chapeau circulera). 20h30 à Activ'Royans, 29 rue Pasteur. Contact: laruerale@no-log.org

Ivry (94)

17 heures. Gala annuel de l'Union pacifiste. Avec Céline Caussimon, Bruno Daraquy, Vincent Absil et Yvan Dautin. Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, tramway Porte-d'Ivry. 01 46726468. Tarif spécial: 10 euros.

Montreuil (93)

19 heures. Montr'UP (Université populaire de Montreuil) L'éducation populaire: l'éducation libertaire.

Avec: Hugues Lenoir. Expositions des peintures de: Juan Chica Ventura. À « La parole errante » 9, rue François-Debergue. Métro ligne: 9, station: Croix-de-Chavaux. Entrée libre.

Paris XI^e

16 heures. *Les chroniques de la Flèche d'or* (vol.1 et 2) Textes philosophico-sociaux lus par les auteurs. À la librairie du Monde libertaire - 145, rue Amelot. Métro République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire.

Mardi 16 juin

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. La publicité, de la sommation à la consommation. Lutter contre la publicité: l'exemple des « Casseurs de pub ». Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 18 juin

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste reçoit Bénédicte des Mazery, auteure de « La vie tranchée » (Éd. Anne Carrière, 2008) et Patrice des Mazery, *L'opus Dei, enquête sur une église au coeur de l'Eglise* (Flammarion, 2005). Table de presse. Entrée libre. Athénée Libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 19 juin

Orléans (45)

20 heures. Débat proposé par le groupe Gaston Couté: Les communes autogérées à l'Atelier, 203, rue de Bourgogne. groupegastoncoute.blogspot.com

LE MONDE LIBERTAIRE
EXPLOSE
SES DESSINEUX!

DU 05/06 AU
05/07 2009

LE DELYSS
5, RUE DES
DEUX GARES
PARIS 10^{eme}

VERNISSAGE LE
20/06 VERS 18H

TÔMA SICKART
MANOLO
PROLO
JHANO
RIRI
NEMO
CHESTER
AURELIO
SLO JB
PROZ
GOME
KROKAGA

METRO GARE DE L'EST OU GARE DU NORD

